

HISTORIA
magazine

103



Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 353 - France 3,50 F
Belgique 35 FB/Suisse 3,50 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



LES FORCES DE L'ORDRE CONTRE L'O.A.S.

HISTORIA

magazine

LA GUERRE D'ALGÉRIE

CHAQUE MOIS
LES MEILLEURES PHOTOS,
EN DIAPOSITIVES

ALBUM N° 15



169. Le Gouvernement général à Alger. - 170. La côte entre Bougie et Djidjelli. - 171. Une caravane de nomades. - 172. L'oued Béchar. - 173. Calèches à Batna. - 174. Monts des Ksour. - 175. Le port d'Oran. - 176. L'heure du thé chez les Touareg. - 177. Femme chaouia. - 178. Massif de l'Aurès. - 179. Parade des danseuses ouled-nail. - 180. Une caravane en hiver près de Tébessa.

La série de 12 diapositives : 12 F.

Abonnement 1 an (144 diapositives en 12 albums) : 120 F.

Abonnement 2 ans (288 diapositives en 24 albums) : 230 F.

(La première série, encore disponible au prix de 10 F., est hors abonnement.)

Règlement exclusivement à la commande par chèque bancaire, chèque postal (C.C.P. Historia Magazine-Paris 2778-70), mandat, etc.

170 bis, bd du Montparnasse, 75680 PARIS Cédex 14.



LE TEMPS DE LA VIOLENCE

Jean FONTUGNE

QUATRE cents attentats, deux cents morts, quatre cents blessés en Algérie au cours de la première quinzaine de janvier 1962 ! Et la longue liste des victimes innocentes s'allonge chaque jour au sein des deux communautés.

Cependant, ce terrorisme délibéré et organisé aboutit, pour l'O.A.S., au résultat inverse de celui qui est recherché : les groupes de tueurs clandestins du F.L.N. se multiplient, l'exode des Européens s'amplifie.

La métropole n'est pas pour autant épargnée. Chaque jour de ce mois de janvier est marqué par des plastiquages contre le domicile de personnalités gaullistes ou favorables à l'indépendance de l'Algérie.

Cette indépendance, que le chef de l'État souhaite voir rapidement proclamer, est toujours le sujet des premiers et longs entretiens secrets des Rousses. Le déchaînement de la violence n'empêche nullement la poursuite des négociations, dont les délégués du F.L.N. ont rendu compte au G.P.R.A., réuni dans sa capitale provisoire de Mohammedia, près de Rabat.

De son côté, le général de Gaulle n'est influencé ni par les attentats terroristes ni par les manifestations anti-O.A.S. organisées dans toute la France par les formations de gauche.

Son choix est définitivement arrêté : la paix en Algérie doit lui permettre de préparer d'autres entreprises :

- d'une part, de définir une nouvelle grande politique étrangère pour la France ;

- d'autre part, de faire accepter par le peuple français l'élection directe du président de la République.

Ainsi, alors que le déchaînement de la violence donne à penser aux observateurs que s'annonce une nouvelle année de guerre en Algérie, les responsables du F.L.N., comme les représentants du gouvernement français, n'ignorent plus que le retour à la paix est proche.

C'est cependant avec une certaine anxiété que l'on attend maintenant l'allocution que doit prononcer le général de Gaulle au début du mois de février.

J. F.

Sommaire n° 103 - Historia magazine n° 353

2953 - Offensive O.A.S. en métropole Pierre Sergent

2958 - Timimoun : fêtes à l'oasis rouge Georges Viollon

2965 - La France gronde Philippe Masson

2971 - Alger : un préfet face à l'O.A.S. Vitalis Cros

2977 - Jeunes cadres pour l'Algérie M. Lapeyronie

I à VIII - Courrier des lecteurs

OFFENSIVE O.A.S. EN MÉTROPOLE



Raimon Masats/Gaeta

DEPUIS plus d'un mois (juin 1961), le général Salan est resté silencieux. Même à nous, qui constituons son ultime réserve, il n'a rien dit, laissant par son absence se développer une agitation anarchique dans le milieu qui nous est favorable. On le dit réfugié chez Robert Martel, dans la Mitidja. En fait,

n'y serait-il pas séquestré? Les heures qui passent sont si lourdes de conséquences, si importantes pour l'Algérie, si déterminantes pour nous, que ce silence nous atteint profondément et nous apparaît comme une hésitation.

Profitant de cette absence d'autorité supérieure, les groupes se divisent. Déjà ▶

Ci-dessus : le général Salan. Il est devenu un hors-la-loi, un fugitif traqué qui se cache dans une ferme de la Mitidja. *Ci-dessous* : le désengagement en Algérie est commencé : des soldats arrivent à Marseille.



Nordbaert



J. L. Frangoul

une chance de changer le cours de l'histoire

Le colonel Argoud. ►
Il fut le très
brillant chef
d'état-major du
général Massu.
Après l'échec, il a
gagné l'Espagne
et rejoint le
groupe qui s'est
formé autour
de l'ex-député
Pierre Lagailarde.



Coll. particulière



Keystone

◀ **Daniel Godot**,
lieutenant au
1^{er} R.E.P. Il a
suivi le capitaine
Sergent en France
et est devenu son
adjoint. Il était
présent à la
première réunion
qui avait rassemblé
les principaux
clandestins à Alger.

Philippe Castille, ►
principal artisan
de l'attentat au
bazooka commis
contre Salan en
1957. Réfugié à
Madrid et devenu
Jacques Berthier,
il se rend en
mission en France
pour le compte du
groupe de Madrid.



United press



Habana/Paris-Match

◀ **Le colonel Godard**.
Il avait joué un
rôle important
dans le putsch
d'avril. Il ne
quitta pas Alger
et, dès le 5 mai,
s'appliqua à
rebâtir un embryon
d'organisation à
partir de deux ou
trois groupes.

synthèse des deux conceptions et de s'imposer.

Ce que j'ai entendu depuis quatre semaines me semble contenir une contradiction fondamentale. De tous les chefs rencontrés, pas un n'a émis la possibilité d'une Algérie indépendante avec les pieds-noirs, mais sans la France. Partout, j'ai trouvé la volonté farouche de rester français, de faire partie intégrante de la communauté française. Et cependant, nulle part je n'ai entendu énoncer de façon claire le corollaire de cette proposition : puisque l'Algérie c'est la France, c'est à Paris qu'il faut se battre.

C'est à la suite de la première réunion clandestine que nous avons tenue une dizaine de jours après l'échec du « putsch » que cette idée de me battre en métropole m'était venue. Trois autres officiers étaient présents à cette entrevue : le général Gardy, les lieutenants Godot et Degueldre. Cinq ou six civils représentaient nos amis d'Alger et d'Oran, parmi lesquels se trouvaient Jean-Jacques Susini et le docteur Pérez. Nous avons évoqué les conséquences désastreuses de l'échec du « putsch ». Pour ma part, c'était clair : la résistance de l'armée à la politique d'abandon était définitivement brisée.

« La France vous rejette. C'est clair »

L'occasion avait été donnée aux officiers les plus déterminés de prouver jusqu'où ils étaient capables d'aller. Arrêtés, mutés ou devenus clandestins, ils étaient à présent éliminés. Et ce n'étaient pas nos camarades, aussi déçus mais plus prudents, qui pourraient maintenant faire « basculer » l'armée. Contrairement à certains de mes compagnons, j'étais intimement persuadé qu'elle accepterait tout, aussi bien l'abandon des populations que le cessez-le-feu ou le maintien de l'ordre contre les pieds-noirs.

L'échec de la révolte militaire avait pour autre conséquence, en métropole, un raz de marée anti-Algérie française comme on n'en avait encore jamais vu. La presse se déchaînait à tel point qu'il fallait bien constater que les métropolitains dans leur grande majorité ne voulaient plus de l'Algérie puisqu'ils renouelaient leur confiance à de Gaulle. Voilà pourquoi, après une diatribe du docteur Pérez contre cette « baraque » (la métropole) qu'il « fallait faire sauter », j'intervins :

— Je ne suis pas né ici, dis-je, je ne suis pas pied-noir. C'est sans doute pourquoi je ne comprends pas vos réactions. Il y a un fait : la France vous rejette, c'est clair. Alors, pourquoi vous accrocher à elle ?

Le silence qui accueillit ma question me fit réaliser brusquement que *jamais les pieds-noirs ne se battraient pour autre chose*



Daimas

que pour rester français. Ce n'est que bien plus tard que je comprendrai la profondeur de cet attachement à la France, cette « mère patrie » qu'ils connaissaient mal et qu'ils magnifiaient, qu'ils étaient partis délivrer du joug allemand en chantant *les Africains*. Mais, sur le moment, je pensai que cette volonté de rester français était une chance pour nous, métropolitains, de changer le cours de l'Histoire.

Dans mon esprit, il s'agissait de conserver une plate-forme africaine à la France suivant une formule qui restait à déterminer. C'était d'ailleurs un problème d'ensemble qui concernait tous les pays occidentaux, et plus particulièrement cette Europe dont je rêvais. L'Histoire est faite de conflits et d'occasions exploitées par les hommes. Puisque les Algériens de souche française s'accrochaient à cette terre d'Afrique fécondée par nous depuis plus d'un siècle, c'était le moment de réagir.

— Allons à Paris, dis-je à mon adjoint, le lieutenant Godot. Là-bas, nous verrons mieux ce qu'il est possible de faire. Ici, nous ne sommes pas indispensables. Il y a assez de monde sur place pour effectuer le travail qu'on nous demande de faire.

J'arrive à Paris début juin 1961 après une traversée mouvementée. Tous les contacts que je prends dans les quinze premiers jours me prouvent que rien n'a changé en France depuis la période qui précéda la révolte militaire. Ils me fortifient dans l'idée que le sauvetage de l'Algérie ne peut venir en aucun cas des hommes politiques qui nous sont favorables. Connus depuis longtemps, ils se sont comptés et, mathématiquement, ne sont pas assez nombreux pour imposer

un clivage s'amorce — qui ne fera que croître jusqu'à l'épilogue — entre ceux qui veulent d'abord une doctrine et ceux qui préconisent la création préalable d'un appareil, d'une force.

Les premiers soutiennent que rien ne vaut d'être entrepris tant que le but politique n'est pas défini. Quel régime voulez-vous ? demandent-ils. Comment définissez-vous les rapports entre l'Algérie et la France ? Les seconds répliquent qu'il est inutile de faire des projets mirifiques si on n'a pas les moyens de les réaliser. Les uns préconisent la primauté de la pensée, les autres celle de l'action. Et il manque l'homme capable de faire la



« Le 1^{er} R.E.P. a été dissous à la suite du putsch. Les légionnaires quittent Zéralda en chantant : « Non, je ne regrette rien. » Sur la route, une jeune femme les salue.

leurs vues par la règle démocratique. Seul un mouvement populaire profond pourrait provoquer le départ du général de Gaulle et, par conséquent, un changement de politique.

A mon sens, notre seule chance de faire basculer en notre faveur une partie importante de l'opinion métropolitaine est de créer une situation obligeant le pouvoir à réagir violemment et à se discréditer lui-même. Sommes-nous en mesure de créer cette situation ?

Au sein du peuple

Des atouts, il serait faux de croire que nous n'en possédons pas. Le peuple français est loin d'être unanimement pour l'indépendance de l'Algérie. Il veut la paix, c'est entendu. Mais pas à n'importe quel prix. La cause de l'Algérie française n'est pas une exclusivité de la droite. De nombreux modérés, dont le président Bidault est l'élément le plus représentatif, de nombreux socialistes tels Max Lejeune et Robert Lacoste, l'embrassent ouvertement. Les allées du pouvoir sont encombrées de personnalités déchirées par le partage entre leurs convictions et leur fidélité au général. Beaucoup souhaitent que des événements obligent le général à modifier son tir. C'est le cas de Michel Debré, de Pierre Sudreau et même celui de Valéry Giscard d'Estaing...

Des atouts, nous en avons au sein du peuple, dont les fils, depuis cinq ans, rapportent d'Algérie des images qui étonnent toujours et parfois séduisent. En 1961, les « appelés » sont, dans leur majo-

rité, satisfaits d'être allés en Algérie, heureux d'avoir découvert une province ignorée, surpris d'y avoir trouvé la France au travail, fiers d'y avoir vu des réalisations qu'ils ne soupçonnaient pas. Il faudra des années d'intoxication systématique pour faire croire que le contingent ne comprenait qu'une majorité de jeunes gens déçus, tristes ou écœurés.

Des atouts, nous en avons encore dans les multiples associations, amicales, sociétés, qui regroupent tous ceux, anciens militaires ou civils, qui ont vécu dans l'Empire, se sentent à l'étroit en métropole et ont conservé une conception plus large de la vie, des âmes de pionniers et le sens d'une mission française.

Des atouts, nous en avons bien d'autres. Mais celui qui me paraît essentiel, parce qu'il doit permettre d'organiser le combat, de rassembler toutes les bonnes volontés sans exclusive, en faisant éclater les chapelles au nom de l'intérêt national, c'est l'engagement total de certains éléments de l'armée active. Il faut remonter loin dans l'histoire de France pour trouver des officiers décidant délibérément de « désertier » pour ne pas se soumettre à des ordres qu'ils jugent déshonorants.

Je médite longuement sur la façon d'utiliser tous les éléments qui nous sont favorables. Face à l'appareil de l'État, ils constituent une force tellement dérisoire qu'il est essentiel de ne pas commettre d'erreur.

Certains amis recommandent d'attendre. C'est à l'Algérie de marcher la première, disent-ils. Je connais le refrain. Un merveilleux prétexte pour ne rien faire. D'autres veulent faire confiance aux hommes politiques. Le passé récent prouve qu'ils se leurrent. Les plus violents veulent créer des maquis, soulever la province. Je leur demande avec qui, avec quoi. Ont-ils déjà vu des maquis tenir sans l'appui de la population ? Savent-ils ce que représentent la nourriture, l'armement, la survie d'un maquisard ? Oublient-ils l'efficacité du gendarme local ? D'autres enfin réclament un grand congrès — type Soummam — au cours duquel les chefs de groupe donneraient leur avis sur la tactique à adopter, puis s'uniraient pour créer un Front. L'idée est séduisante. Mais je connais déjà trop les groupes en question pour n'être pas sceptique sur le succès d'une telle entreprise, qu'il n'est d'ailleurs pas facile de réaliser sans prendre des risques considérables : un beau coup de filet pour la police.

Dans de telles conditions, j'opte pour la solution qui me semble la plus réaliste :

Le colonel Lacheroy, replié en Espagne, a repris contact avec Jo Ortiz et les autres exilés, partisans farouches de l'Algérie française, à Palma de Majorque.

créer sur l'ensemble du territoire métropolitain un appareil dont l'armature soit à la fois assez solide et assez souple pour absorber tous ceux qui veulent que l'Algérie reste liée à la France. Cet appareil devra être en mesure de diffuser nos idées. Ce sera l'une de ses fonctions primordiales. Mais comme nos moyens de propagande resteront insignifiants par rapport à ceux dont disposent nos adversaires et que le temps presse, il faudra recourir à d'autres solutions obligeant les Français à se sentir concernés. Ces solutions, c'est un organe d'action qui les fournira.

L'organigramme du colonel Godard

Telles sont les idées qui m'incitent à adopter pour la métropole l'organigramme simplifié, schématisé, que le colonel Godard avait construit devant moi à Alger quelques semaines plus tôt. Il y aura trois branches qui, pour plus de clarté, porteront les mêmes dénominations qu'en Algérie :

- L'O.M. (organisation des masses) constituera l'armature de l'appareil et sera chargée du recrutement et du regroupement de toutes les bonnes volontés. Je n'ignore pas que le terme de « masse » qui désigne des foules inorganisées s'applique mal à la situation, mais j'estime qu'il ne peut prêter à confusion ;
- L'A.P.P. (action psychologique et propagande) aura pour objectif de travailler l'opinion en notre faveur et d'expliquer nos actes ;
- L'O.R.O. (organisation, renseignement, opérations) aura la double mission d'exécuter les ordres d'opération et de préparer la prise du pouvoir afin d'être en mesure, le cas échéant, d'exploiter une situation favorable.

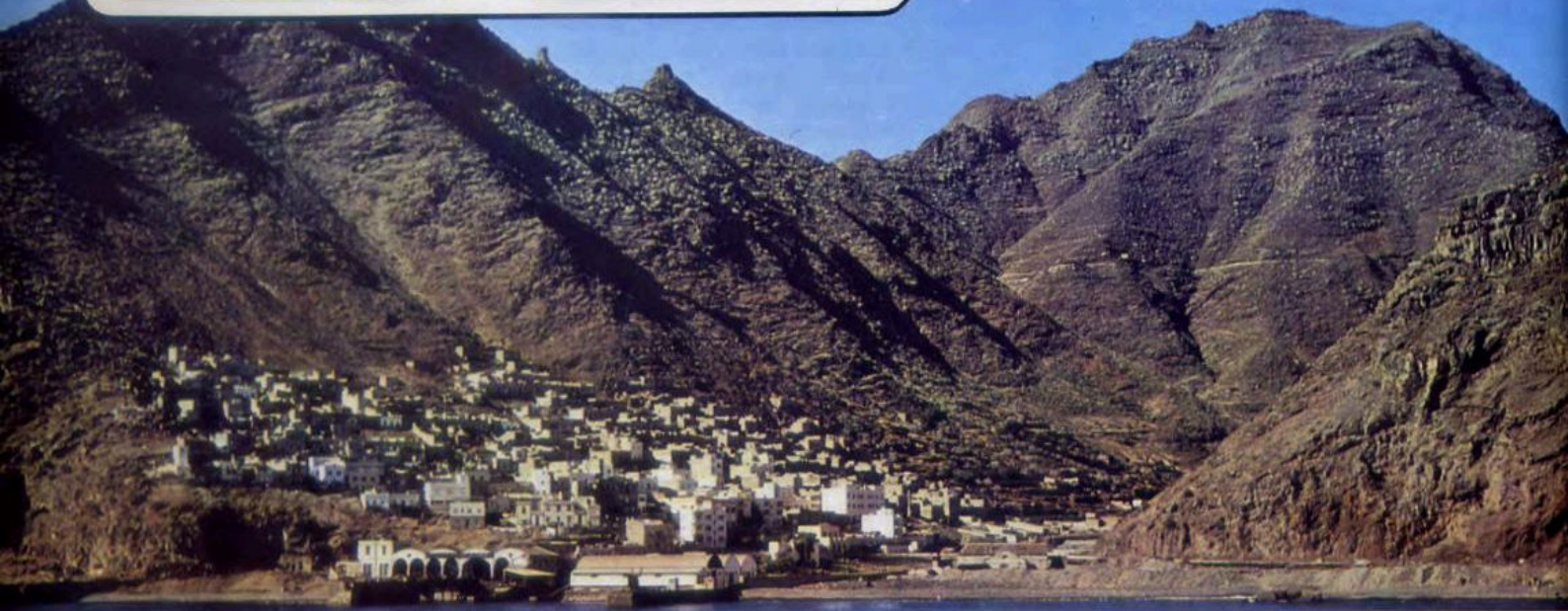
Pour développer cet appareil que je désire simple, efficace et souple, je choisis de calquer l'organisation militaire du territoire qui comprend neuf régions. La base de l'encadrement devant être des officiers, il me paraît logique d'utiliser les facilités de liaison qu'offre une organisation légale. Chaque officier gagné à notre cause pourra ainsi nous faire profiter

Giacca illustrata



Argoud envoie des lettres au

Ci-dessous : Santa Cruz de Tenerife, où sont déportés, après un séjour à l'Academia de policia armada, Argoud, Lachéroy, Lagailarde et Ortiz, quatre des membres du groupe madrilène arrêtés par les autorités espagnoles le 6 octobre 1961. *Ci-contre* : Georges Bidault (*extrême gauche*) et Robert Lacoste (*à gauche*). Ils feront acclamer à Vincennes le nom de Salan.



J. et M. Fievet/A.A. Photo

des moyens dont il dispose dans le cadre normal de ses fonctions.

Le 15 juin, lorsque Daniel Godot arrive en France et me rejoint, il approuve mon projet. Nous sommes bien déterminés à travailler avec méthode et sang-froid, résolu à ne pas nous laisser entraîner dans la grenouillère où s'agitent et s'enlisent trop de bonnes volontés.

Si le fait d'avoir appartenu au 1^{er} R.E.P. constitue pour moi une référence qui n'est pas négligeable, je n'ignore pas que mon grade subalterne est un très grand handicap pour la mission que je me suis fixée. C'est pourquoi, lorsque j'apprends, début juillet, la présence à Paris du colonel Argoud, je demande aussitôt à le rencontrer.

« Alors? » dit Argoud en baissant la tête

C'est dans un appartement qui domine la porte de Saint-Cloud qu'il me rejoint. Antoine Argoud frappe par ses yeux d'anthracite. Il séduit par l'attention qu'il prête à ce qu'on dit. Il attache par la solidité qui émane de lui.

— Alors? dit-il avec un air presque agressif, en baissant la tête dans une attitude qui lui est familière.

Je tente de réchauffer l'atmosphère en ignorant le passé. Car le colonel sait bien que je n'apprécie guère la façon dont s'est terminée la révolte du général Challe qu'il nous a imposé comme chef unique. Puis j'expose mes intentions. Antoine Argoud écoute attentivement, mais je le sens lointain. Comme il paraît cependant d'accord sur les grandes lignes de mes projets, j'aborde le problème qui me préoccupe :

— Mon colonel, je ne suis que capitaine. Mon nom est inconnu. A Paris, et sur l'ensemble du territoire national, je vais me heurter à des difficultés énormes pour coordonner l'action de tous les partisans de l'Algérie française. A ma place, il faudrait un homme plus âgé, de grade plus élevé, dont le nom pourrait être mis en avant. Cet homme devrait, si possible, être clandestin afin d'avoir une autorité incontestée sur l'ensemble de l'organisation. Je souhaite que vous acceptiez d'assumer cette charge.

Le colonel ne répond pas. J'insiste :

— Bien entendu, avec certains officiers, je pourrais faire en votre nom tout le travail nécessaire. Votre sécurité serait donc plus facile à assurer et, quant à nous,

nous pourrions conserver le plus strict anonymat.

Antoine Argoud continue d'arpenter la pièce, la tête baissée, sans dire un mot. Sans doute ses projets sont-ils déjà arrêtés, mais il ne m'en dit rien. Il me quittera sans avoir répondu à la question essentielle que je lui ai posée.

J'apprendrai, quelques jours plus tard, qu'il a gagné l'Espagne. Peut-être faudra-t-il, un jour, ajouter cette entrevue à la liste déjà longue des occasions manquées.

Dès le mois de juillet 1961, l'efficacité de notre action se fait sentir. Notre qualité d'officiers apolitiques qui n'ont jamais milité au sein de groupes ou de partis nous permet de rassembler et d'unir. Déjà de nombreux mouvements nationaux ont accepté de travailler avec nous dans le cadre de l'O.A.S.-Métropole. Les régions militaires ont entrepris de s'organiser suivant le schéma simple que je leur ai fixé.

Cependant, les difficultés de commandement sont grandes, comme elles le sont dans toutes les organisations clandestines. Des mouvements aussi hiérarchisés que la Résistance française et le F.L.N., par exemple, ont-ils jamais réussi à s'unifier complètement?

général Salan pour lui exposer ses idées sur la conduite de la bataille

Une des difficultés les plus graves prend naissance dès le mois d'août 1961. Le ton monte, en effet, entre Alger et Madrid, où le colonel Argoud a rejoint le groupe qui s'est rassemblé autour de Pierre Lagailarde. De la capitale espagnole, Argoud envoie des lettres au général Salan pour lui exposer ses idées sur la conduite de la bataille. Le problème algérien, estime-t-il, ne peut être résolu en Algérie. Sa solution est globale et gouvernementale. Salan et le comité supérieur de l'O.A.S. n'opposent à cette thèse que le refus d'en discuter. Rejoignez-nous, écrivent-ils, prenez un poste dans l'organisation; ensuite, vous aurez la parole. A quoi le colonel Argoud rétorque : la place du commandement de l'O.A.S., surtout celle de son chef, est à l'abri d'une frontière. Venez en Espagne. Ici, nous pouvons juger dans le calme et avec la sérénité indispensable. D'ici, nous pouvons commander.

Tenu secret, ce dialogue pouvait être riche d'enseignements. Hélas! il va très vite tomber dans le domaine public et, de ce fait, porter un coup très sévère à la cohésion que nous nous efforçons d'atteindre tant en Algérie qu'en métropole.

Tout déviationnisme serait un crime

Bien qu'il n'ait pas pris part à la tentative du général Challe, Pierre Lagailarde s'est toujours considéré comme mobilisé au service de notre cause. Aussi a-t-il créé, en février 1961, cette O.A.S. dont il commande la « direction centrale » à Madrid. Il estime que l'échec du « putsch » prouve sa propre lucidité : le succès ne pouvait venir que de l'effort combiné de tous, civils et militaires, au sein d'une organisation armée et secrète. Revendiquant la paternité de celle-ci, il en exige non pas toute la direction, mais une part importante afin de ne pas l'abandonner aux mains des seuls militaires. Pierre Lagailarde et Philippe Castille, un de ses adjoints, échangent des lettres à ce sujet avec Jean-Jacques Susini. Celui-ci, d'abord en son nom personnel, puis en accord avec certains membres du

Coll. particulière



« Roger Deguelre hier encore officier du 1^{er} R.E.P., l'homme qui créa les commandos « Delta ». Il est devenu le responsable du bureau d'action opérationnelle de l'O.A.S. Il est partisan de la violence. »



Alain Ayache

comité supérieur, adopte une position très ferme : le commandement de l'O.A.S. ne peut venir de l'extérieur, la place des exilés madrilènes est en Algérie ou en métropole. C'est un dialogue de sourds.

Les colonels Argoud et Lacheroy vont donner de l'ampleur à ce conflit larvé. Ils s'intègrent à la direction centrale de Madrid. Puis, sans l'accord du comité d'Alger, ils expédient en métropole courriers et émissaires chargés de nous rallier à leurs thèses. Ma position est claire : tout « ralliement », voire toute subordination à la direction centrale de Madrid ne serait possible qu'avec l'assentiment du comité d'Alger. Dans les circonstances du moment, tout déviationnisme, toute scission, serait un crime.

La direction centrale de Madrid n'en redouble pas moins d'activité. Elle se permet même de publier un manifeste politique sous le timbre « Direction centrale de l'O.A.S. » intitulé « Appel aux Français » et portant cinq signatures : Argoud, Bouyer, Lacheroy, Lagailarde, Lefèvre. Si elle comble un vide dans le domaine de la pensée de l'organisation et répond en partie aux questions que se posent bien des gens à notre sujet, elle n'en constitue pas moins une initiative

« J.-J. Susini en compagnie de Lagailarde lorsqu'ils étaient tous deux en Espagne. Susini s'occupe du comité politique et du comité d'action psychologique de l'O.A.S. »

déplorable sur le plan de la discipline et dangereuse sur celui de la politique.

Le 2 septembre 1961, le général Salan décide de mettre un terme aux imprécisions qui favorisent divisions et querelles. Il signe son instruction particulière n° 1. C'est l'acte de naissance officiel de l'O.A.S. qui va donner à notre mouvement sa forme définitive : « Il ne doit exister qu'une seule et même Organisation armée secrète pour l'ensemble du territoire (métropole et Algérie-Sahara). Cette organisation placée sous mes ordres, assisté moi-même du Compagnon (général Jouhaud) comporte deux grandes branches : l'O.A.S.-Métropole et l'O.A.S.-Algérie-Sahara. »

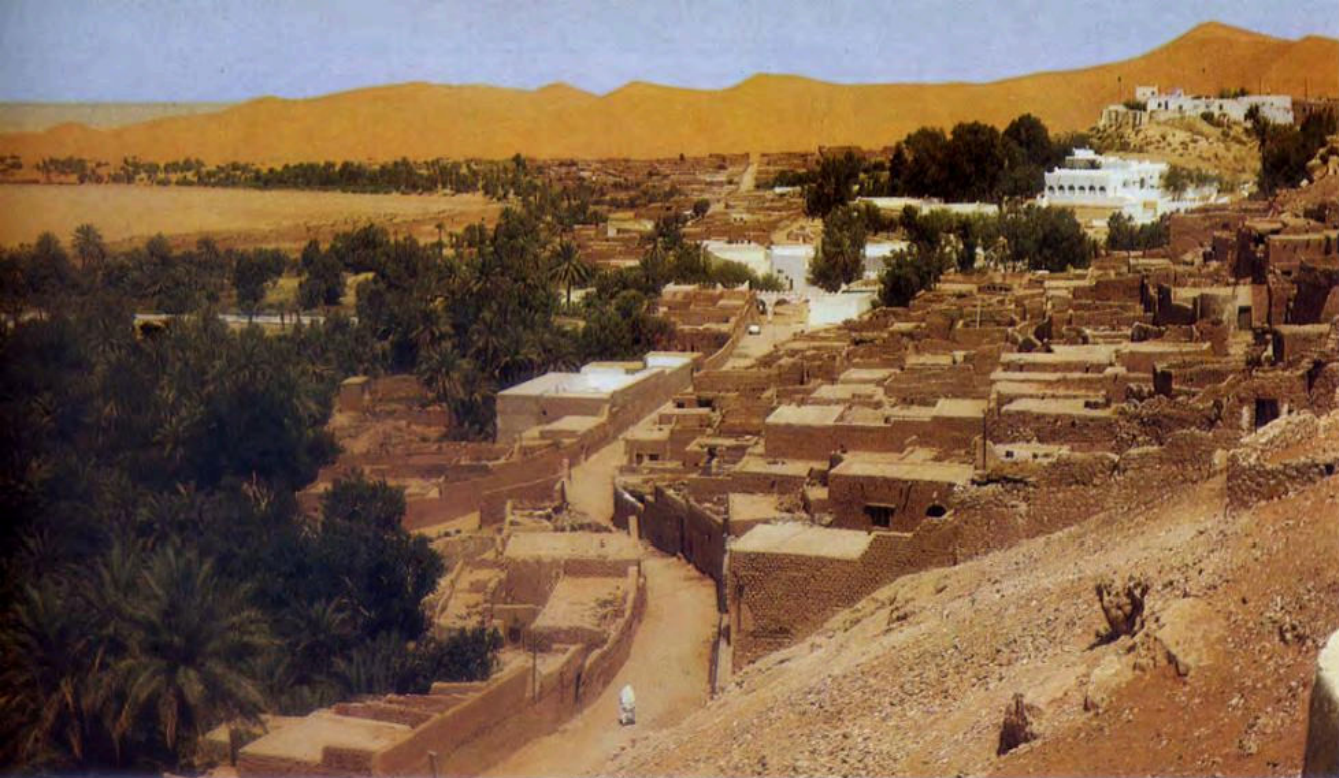
« Verdun » et « Raphaël »

Un mois plus tard, le 6 octobre, le gouvernement espagnol mettra un terme à l'action de la direction centrale de Madrid en faisant arrêter les seize membres les plus marquants du groupe madrilène, dont la plupart seront déportés aux Canaries.

Pour assumer le commandement en métropole, le général Salan a choisi un militaire et un civil qu'il désigne respectivement sous les pseudonymes de *Verdun* et *Raphaël*. Le premier est un général de grande réputation, à la fois guerrier et bardé de diplômes. Pourtant, s'il nous paraît tout à fait normal que le commandement de l'O.A.S. nous donne un chef, nous acceptons mal qu'il nous l'impose sans même nous avoir consultés, nous, les jeunes officiers, qui depuis trois mois avons créé, puis organisé une O.A.S.-Métropole à partir de rien. Cela rappelle fâcheusement les méthodes classiques de l'état-major de l'armée et nous avons encore en mémoire la façon dont nous nous sommes laissé imposer un chef, sans poser de conditions, au moment du « putsch ». Nous ne nous battons pas pour des hommes. Nous nous battons pour une cause. Pour ma part, je réagis vivement à la désignation de *Verdun*, mais je n'ai pas l'intention de contester l'ordre reçu. Je me promets seulement d'être vigilant et de tenir fermement en main l'appareil de l'organisation en métropole.

Le second responsable désigné par le général Salan est un haut fonctionnaire. Je connais assez *Raphaël* pour apprécier cette désignation qui fait entrer l'O.A.S. de plain-pied dans les allées du pouvoir. Par lui, nous pénétrons au cœur d'un grand ministère. De ce côté-là, tout au moins, nous avons confiance...

P. SERGENT



Georges Violon

A gauche : Beni-Abbès, pittoresque palmeraie de la vallée de la Saoura, dominée par des ksour. Son nom est lié à plusieurs épisodes historiques : le père de Foucauld y vécut; de là partit, en 1920, l'explorateur Augiéras lorsqu'il effectua la première jonction avec la Mauritanie; de là, également, partit l'expédition Citroën qui rejoignit Gao en 1924. **Ci-dessous :** à Adrar, dans le Sud oranais, les *foggaras*, conduites souterraines amenant l'eau qui alimente la palmeraie. **A droite :** baroud du Mouloud à Beni-Abbès, clou de cette fête pittoresque.

TIMIMOUN: FÊTES A L'OASIS ROUGE

« **P**UISQUE tu vas en Algérie, ne manque pas d'aller à Timimoun. C'est une oasis fabuleuse. Tu y feras une moisson de diapositives peu ordinaires. *Tout y est rouge!* »

Bons amis et redoutables conseillers! Un simple regard sur la carte peut faire se demander si le fait de découvrir une oasis rouge mérite le déplacement. En effet, dans cette partie du Sahara, la région en cause est à plus d'un millier de kilomètres de la côte algérienne à vol d'oiseau. Ce n'est pas tout près...

Enfin, me voilà parti. Les Européens d'Oran, auxquels je confie mon projet, hochent la tête. Le Francaoui en mal d'exotisme que je suis ferait mieux de rayonner en Oranie que de se lancer dans un voyage incertain à seule fin de visiter une oasis, fût-elle rouge. Tlemcen, Nedroma, Port-Say sont bien suffisants. C'est rempli d'histoire, de monuments et de



Georges Violon

sites artistiques, voire insolites. Ou alors, Colomb-Béchar à la rigueur. C'est une véritable oasis et il suffit d'un simple aller et retour par avion.

Si ce « pato » veut voir de la terre rouge — quelle idée! — pourquoi ne s'est-il pas contenté de visiter, par exemple, Fumel, en Lot-et-Garonne, où la terre ferrugineuse est d'un rouge éclatant... encore que le cadre soit gâté, évidemment, par les fumées et des installations industrielles qui ignorent le « design »?

Et puis Colomb-Béchar, ce n'est pas que la « Porte du désert », c'est la porte ouverte sur l'aventure. On n'y peut plus compter que sur des cars antiques, des taxis qui sont un poème, ou des routiers. Mais il ne faut pas être pressé et on peut s'attendre à tout.

Qu'importe! Toutes ces bonnes raisons ne m'ont pas fait renoncer. Je suis photographe. J'ai voulu voir et photographier ce pays singulier.

D'Oran à Colomb-Béchar : 675 kilo-



Georges Violon

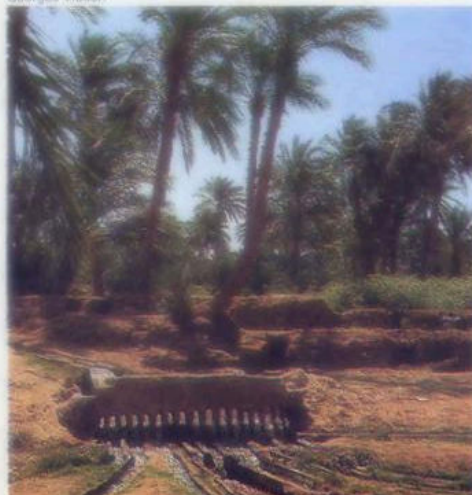
mètres. Mais il suffit d'une heure et demie d'avion. Voyage facile, à part une courte période d'inévitables turbulences au-dessus des Ksour, dans la région d'Aïn-Sefra.

On passe d'abord à la verticale de Sidi-Bel-Abbès (qui signifie automatiquement légion et le restera sans doute à tout jamais), puis les hauts plateaux, Aïn-Sefra, Beni-Ounif, près de la pointe avancée de la frontière du Maroc contournée avec Figuig — « reine des oasis » farouchement marocaine — et voici Colomb-Béchar.

Un sol caillouteux saupoudré de poussière cuivrée. A quelque distance, de courtes montagnes écrasées, polies, ravinées en formes évocatrices — au point que la silhouette de l'une d'elles a été surnommée

« le château de Bou-Amama » (l'un des rebelles les plus coriaces des premiers temps de la présence française). Une palmeraie (30 000 arbres) qui retient quelques dunes de sable. Un ksar (village fortifié). Colomb-Béchar à l'entrée du désert le plus beau et le plus riche du monde, au seuil de l'infini.

Georges Violon



Timimoun, l'« oasis rouge », en lisière du Grand Erg occidental. Ce curieux « peigne » est utilisé pour le partage des eaux dans la palmeraie. Ici, comme à Adrar, l'eau est amenée par des conduites souterraines.

Au loin, le Niger, par les pistes transsahariennes, jalonnées d'oasis, qui relient à Gao par le Tanezrouft.

La place des chameaux, qui ressemble à un vaste patio avec arcades. Une voirie négligée sur laquelle s'étale un fantaisiste et peu salubre marché où voisinent légumes, épices et tout le bric-à-brac des puces dans la meilleure tradition orientale. Du pittoresque très relatif.

Des chameaux ? Pas la queue d'un. En revanche, une horde de petits ânes résignés, les antérieurs entravés, qui attendent le moment de remplir leur office de transporteurs. Et la foule aux costumes variés qui révèlent les origines tribales.

Du haut de l'avion, l'impression d'ensemble n'est guère époustouflante : une maigre palmeraie, une ville moyenne, deux ou trois collines noires des résidus charbonneux des mines de Kenadsa et d'Abadla. Et c'est tout. Rien de grandiose. Un urbanisme anarchique étalé dans une région désertique et de plateaux parfaite-

femmes et enfants, en habits de fête, envahissent la place de Beni-Abbès

ment monotones. Magie du désert, où es-tu ?

A Colomb-Béchar (qui doit son nom au général de Colomb, qui pacifia la région en 1865, et au djebel Béchar), première possibilité pour rallier Timimoun, située dans la Saoura, région une fois et demie grande comme la France : le car, *via* Beni-Abbès et Adrar. Des heures et des heures. Voyage exténuant qui s'effectue de préférence la nuit en raison de la chaleur. Inconvénient de ne pas voir grand-chose, d'être frustré, en particulier, des ksour qui parsèment le désert.

Des balluchons hétéroclites

Une bonne heure avant le départ, les voyageurs ont assailli le car. Comment va-t-il faire pour absorber tous ces gens avec leurs balluchons hétéroclites ? S'il y arrive, c'est qu'il est extensible. Je n'aurai d'autre ressource que de rester debout dans le passage. Mais non, un musulman m'a réservé une place à côté de lui.

— J'arrive de Tindouf, comme presque tous les voyageurs du car. Du fameux Moggar de Tindouf...

— Bigre ! ce n'est pas la porte à côté. Tindouf, situé aux confins de la Mauritanie, est à plus de 800 kilomètres de Béchar !

— Oui, mais la grande fête annuelle vaut le déplacement. Pendant deux semaines, Tindouf connaît une animation extraordinaire où le négoce — spécialités des artisanats marocain et mauritanien, vente de produits détachés — s'allie aux spectacles folkloriques les plus variés et pratiquement sans interruption.

Mon compagnon exhibe avec satisfaction une théière en cuivre ciselé, deux bassins d'airain et une gandoura.

— Et vraiment pas cher, je te jure !

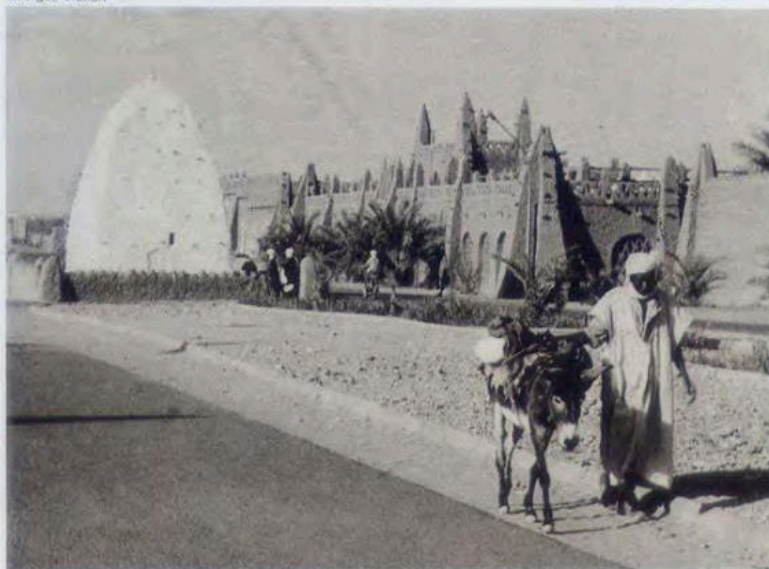
Peut-être, mais de Tindouf à Béchar, il a roulé pendant quinze heures. De Béchar à Igli, où il demeure, il a encore sept heures de route. Que de fatigue, de temps perdu, sans compter les frais de transport et de séjour ! Ne voulant pas lui gâcher son plaisir, je me suis contenté de constater son instinct migrateur à défaut de saine gestion domestique. Chacun prend son plaisir où il le trouve.

Bientôt, les dunes du Grand Erg occidental. Aux arrêts du car, les Noirs sont de plus en plus nombreux parmi les curieux. La caillasse a fait place à un sable doré, rougeoyant, dont les couleurs changent constamment. Parfois, d'immenses dalles de pierre bleue, comme polies par un marbrier. Impression de déflorer un gigantesque jardin zen. Les ondes du vent ont dessiné des sillons réguliers dans le sable qui semble avoir été peigné au râteau.

Beni-Abbès. Nuit prévue à l'hôtel, mais la petite place est envahie par la



Georges Violon



Georges Violon

◀ A Beni-Abbès, la fête du Mouloud. Autour des tireurs, une ronde s'est formée. La foule rit, crie, chante. Les femmes poussent des you-you stridents. La tension monte. Peu à peu, l'assistance est gagnée par l'excitation.

Timimoun : le lavoir. En chantant, hommes et femmes piétinent le linge sur des pierres polies, comme faisaient leurs ancêtres. Mais ils emploient les dernières lessives lancées sur le marché. En médaillon : Mohamed, gamin de Timimoun.

◀ Timimoun, dont l'architecture, avec ses édifices en argile rouge battue, évoque le Soudan. Seule tache blanche au milieu du rouge intense de la terre et des constructions, le marabout blanc. Étrange ville qui rappelle le Sahara millénaire.

foule qui ne semble pas avoir envie d'aller se coucher. Un inconnu m'aborde sans façon :

— Vous venez pour la fête ? C'est bien, ça.

— Quelle fête ?

— Mais aujourd'hui, c'est le Mouloud, la naissance du Prophète, la plus grande fête de l'année !

Beni-Abbès, c'est aussi l'ermitage du P. de Foucauld construit autour d'une chapelle. Quatre religieuses y vivent. Elles donnent des soins aux habitants et tirent leur subsistance d'un petit lopin de terre. Elles m'expliquent le sens de cette fête :

— En 1104 de l'hégire, 1726 de notre ère, un puissant calife décida de marquer par de grandes réjouissances publiques l'anniversaire de sa naissance. Gros succès durant quelques années, quand un mufti lui fit remarquer qu'il serait plus vénéré encore s'il faisait célébrer la naissance du

Prophète. Le calife se rendit à l'évidence. Le Mouloud était créé.

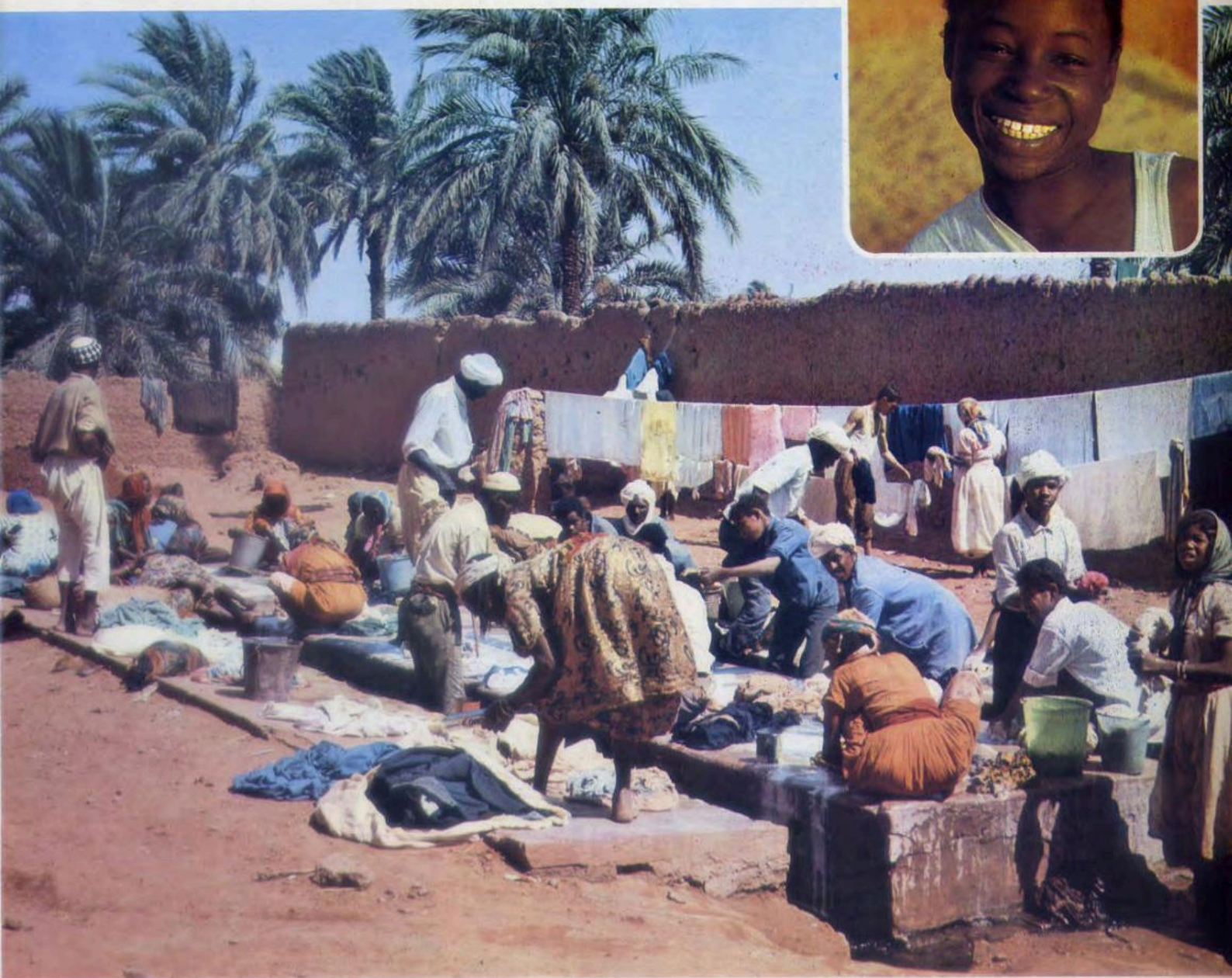
Je demande aux religieuses si elles ne sont pas gênées de vivre en milieu musulman.

— Pas du tout. Nous servons, finalement, le même Dieu. La tradition veut que le Prophète soit né, entre 570 et 580, à La Mecque, d'Amina, dont le mari, Abdallah, mourut avant que l'enfant naquit.

Voici les mâles

« Ce fut le grand-père, Abd el-Mottalib, qui éleva le petit Mahomet et qui eut la révélation de sa grandiose destinée par un songe : sur le dos de l'enfant poussait un arbre dont la cime touchait au ciel et dont les rameaux s'étendaient vers l'est et l'ouest, tandis qu'il était baigné d'une lumière soixante-dix fois (*sic*) plus écla-

bès et s'assoient au pied d'un énorme figuier ...



Georges Vigliani

tante que celle du soleil. A quarante ans, le Prophète reçut de l'archange Gabriel la révélation de sa mission : triompher de l'idolâtrie en imposant le Dieu unique. Pourquoi serions-nous plus racistes que l'archange Gabriel ? »

La fête commence en fin d'après-midi, lorsque le soleil qui écrase l'oasis s'est adouci. Femmes et enfants, en habits de fête, envahissent la place et s'assoient au pied d'un énorme figuier. On attend les hommes, en houspillant les enfants turbulents et en sacrifiant aux commérages.

Voici les mâles. Ils arrivent fièrement, tous armés d'un vieux fusil. Ils se disposent en cercle et chargent leur arme par le canon, puis, sur l'ordre d'un meneur de jeu, ils s'avancent, reculent, répètent ce mouvement plusieurs fois, de sorte que leur cercle s'élargit et se rétrécit avec souplesse.

Soudain, les détonations éclatent. Les

décharges dirigées vers le sol soulèvent un nuage de poussière et de fumée bleue, derrière lequel les tireurs disparaissent un instant. La fête est commencée. A ce signal, la foule, qui ne cesse de grandir, hurle sa joie. Des you-you stridents dominent le vacarme.

Les vieillards poursuivent leur ronde

Bientôt apparaît un groupe d'hommes non armés. Ils forment un deuxième cercle qui emprisonne les tireurs. La plupart sont des vieillards portant dans leurs bras une palme et un bébé enveloppé dans ses langes.

Une des religieuses tente une explication :

— Ce sont les grands-pères avec leurs petits-enfants nés dans l'année. Il est

hasardeux de décrypter les légendes sahariennes. Les intéressés eux-mêmes sont peu précis à ce sujet, non par souci d'ésotérisme, mais par ignorance des origines lointaines de ces coutumes millénaires.

— Faut-il y voir une sorte de baptême du feu ?

— Peut-être. Les luttes tribales, aujourd'hui apaisées, ont été l'essentiel de leur histoire. Peut-être aussi la fête solennelle du Mouloud est-elle l'occasion de faire entrer officiellement les nouveau-nés dans la communauté.

Jusqu'à la pause du dîner, le cercle des tireurs s'élargit et se rétrécit comme une respiration. A un signal mystérieux, alors que la foule s'y attend le moins, toutes les armes partent en même temps. L'assistance approuve, applaudit, rit, gagnée par l'excitation. La tension monte. Les vieillards poursuivent leur ronde autour des tireurs. Tout le monde est heureux...



◀ Une porte de la ville, Timimoun, bâtie sur le ressaut septentrional du Tademaït, est séparée des grandes dunes par la palmeraie et la sebkha. C'est un important marché de dattes, de grains et de couvertures tissées.

Timimoun : dans le vieux ksar pittoresque, une passerelle relie deux maisons. La charpente est faite de troncs de palmier ; les garde-fous sont en pains de terre séchée. Ici, c'est déjà l'Afrique noire.

Georges Violon

l'oasis est imprégnée par l'odeur de la poudre

à part quelques bébés, effrayés par tant de bruit, qui pleurent à gorge déployée.

Ma religieuse-cicerone est gagnée, elle aussi, par cette joie générale :

— C'est beau comme esprit. Aujourd'hui, il n'y a plus ni riches ni pauvres. Tous communient dans le même bonheur. Nous en faisons l'heureuse remarque chaque année.

Les coups de feu vont continuer jusque tard dans la nuit. Après une brève interruption, ils reprennent à l'aube. Toujours le même cérémonial, puis acteurs et spectateurs font le tour de la palmeraie, s'arrêtant à certains endroits, comme s'il s'agissait d'une exorcisation.

L'oasis tout entière finit par être imprégnée de l'odeur de la poudre. La pétarade aura duré vingt-quatre heures. Tandis que Beni-Abbès recouvre son calme, je monte dans le car qui me conduira à Adrar. Demain, les femmes retrouveront leur métier à tisser, les hommes leur petit

jardin, leurs palmiers-dattiers et leurs parties de dominos ou leurs interminables palabres.

De Beni-Abbès à Adrar, une bonne route asphaltée. A la lumière du clair de lune, le Sahara prend des formes et des teintes d'un autre monde. Halte vers minuit dans un ksar. Repas et repos dans l'unique restaurant de ce petit village à moitié détruit par les inondations de l'hiver.

Un fou en extase

On repart. Ragaillardi sans doute par la pause, un voyageur se met à chanter au fond du car. Mon voisin, un jeune Noir qui lit un magazine français, me dit en souriant :

— C'est un fou.

Bien vrai ! Grand, maigre, le « fou » se met à déambuler dans le car en caressant

quelques têtes. J'y passe comme les autres mais je me retrouve, en plus, couronné par un chapelet. Le fou est en extase devant moi. Je veux lui rendre le chapelet, il refuse obstinément, se prosterne et s'empare de mes chevilles en psalmodiant des prières.

Mon voisin m'explique cette scène étrange :

— Il vous a pris pour un prophète.

Les autres voyageurs, qui n'ont pas été touchés par la grâce, désirent poursuivre leur voyage en paix. Quatre d'entre eux s'emparent de l'illuminé et le ramènent au fond du car... où il ne tarde pas à s'endormir du sommeil du juste.

Adrar, terminus. La route goudronnée s'arrête là. Il est 3 heures du matin. Je rejoins l'unique hôtel situé sur la grand-place. La lune a disparu. Les maisons ne sont que des cubes aveugles, massifs et noirs dans la lueur blafarde du petit jour. En quelques minutes, l'oasis sera baignée de soleil. De ma fenêtre, je découvre Adrar avec sa surprenante esplanade au centre de laquelle jaillit une fontaine. Les bâtiments sont rouges... J'approche du terme de mon voyage.

Nomades tirant chèvres et moutons, jardiniers transportant fruits et légumes, ont envahi la place du marché. Les denrées me paraissent pauvres et plus très fraîches. Ces gens accroupis devant un cône de dattes sèches, des oranges fripées ou deux betteraves (!), le tout enveloppé dans un épais vent de sable, trouveront-ils acquéreurs ?

En route enfin pour Timimoun. 250 kilomètres de piste ; celle qui pénètre au Mali.

Georges Violon



◀ Au petit village de Saint-Joseph, à deux kilomètres d'El-Goléa, le tombeau contenant les restes du P. de Foucauld, ramenés du Hoggar le 26 avril 1929.



Georges Violon

Le choc! Sous le ciel bleu, tout est rouge. Un rouge pesant, obsédant, incroyable. Je nage en plein délire. Oui, les amis qui m'ont conseillé ce voyage avaient raison. Ce spectacle doit être unique au monde. Les constructions de style soudanais, le sol, tout est rouge. On se surprend à lever la tête vers le ciel bleu pour échapper à tout ce rouge. Je pense à Paul Claudel : « Le rouge et le bleu côte à côte me donnent une furieuse envie de crier. » Dans ce cas, s'il avait visité Timimoun, il serait devenu fou.

Une seule tache blanche, sur la place centrale : un marabout. Elle provoque furtivement en moi la réminiscence patriotique du bleu-blanc-rouge.

Étrange Timimoun! Ce n'est plus l'Algérie. C'est le Sahara millénaire, mystérieux, intemporel. C'est le désert que hantent des nomades à la recherche d'on ne sait trop quoi. Ils sillonnent inlassablement ces lieux où il n'y a rien. A quoi rime tant de mouvement?

Timimoun, c'est déjà l'Afrique noire, une étape autour d'un point d'eau, un ancien marché d'esclaves noirs, un lieu éternel d'échanges de toute sorte, une escale dans la mer de sable...

La place principale fourmille de monde

en un étonnant va-et-vient. Caravanes et camions ne cessent de s'entrecroiser. Timimoun m'apparaît comme un carrefour fantasmagorique de deux continents.

Un gamin noir d'une douzaine d'années s'est planté devant moi avec un franc sourire :

— Je suis le syndicat d'initiative. Je m'appelle Mohamed.

En quelques phrases, Mohamed me prouve qu'il est intelligent, facétieux et instruit. Il parle très bien français. Nous visitons ensemble la palmeraie. Que le lavoir est pittoresque! Une vingtaine d'hommes et de femmes — tous noirs — piétinent le linge sur des pierres polies en chantant. La civilisation blanche serait bien loin si des paquets bariolés de lessive ne rappelaient que les technocrates ont créé la société de consommation jusque dans les coins les plus reculés. Quel peuple peut lui échapper? Trouver cette même lessive chez les derniers Bochimans ne m'étonnerait pas outre mesure...

— Et voici le « peigne ».

Mohamed joue à l'hydraulicien :

— Le peigne est un dispositif qui assure la répartition de l'eau.

En effet, le peigne est une construction basse et large avec des arcades rappelant

les dents d'un peigne. Cette construction enjambe un canal principal d'où partent des canaux secondaires. Chacun d'eux, grâce à un écartement différent des dents du « peigne », reçoit une quantité d'eau plus ou moins grande proportionnée à la superficie des jardins auxquels elle est destinée.

Mohamed précise :

— Les conduites souterraines s'appellent des *foggaras*. Un homme peut tenir debout dans ces galeries. Certaines ont plusieurs kilomètres de longueur. Ces puits que vous voyez à peu près tous les dix mètres suivent les galeries. C'est par là que les ouvriers ont rejeté la terre quand ils creusaient les galeries. Maintenant, ces puits servent au curage et à l'entretien.

Le pays de l'obsession

Nous arrivons au ksar, qui est un dédale incroyable de ruelles enfourchées par des passerelles reliant les maisons entre elles et de passages couverts permettant aux femmes de se visiter sans être vues. Les passerelles sont faites d'un simple tronc de palmier habillé de terre en forme de garde-fou. Les maisons présentent l'aspect de blocs massifs sans ouverture. Proprement inhumaines.

Et toujours, et partout, ce rouge obsessionnel!

Mon « syndicat d'initiative » m'annonce la prochaine fête des Drapeaux :

— Elle a lieu une semaine après le Mouloud. Toutes les *zaouias* (établissements religieux d'enseignement) de la région y participent.

Cette fête demeurera pour moi un mystère, mais quelle couleur locale! Le jour venu, pour raison de religiosité ou de simple curiosité, l'affluence à Timimoun est immense. Les gens sont venus à pied, à dos d'âne, à bicyclette, en voiture, en car, en camion.

Flûtes et tam-tams rythment les chants des porte-drapeau. Je remarque des castagnettes en fer dont les bouts sont évasés comme des cuillers plates. Leur son métallique, aigre, sec, finit par donner envie de danser. Décidément, Timimoun est le pays de l'obsession.

La fête se célèbre à près d'une lieue de l'oasis, dans un immense cirque naturel. La foule, drainée par les acteurs qui dansent, chantent, psalmodient le Coran ou tirent des coups de fusil dans le sable, s'ébranle. Semblant sortir du sable, des gens surgissent de partout, au sommet des dunes, et se joignent au cortège.

Le lieu de rendez-vous est déjà noir de monde. Et voilà que, dans le lointain, apparaît une autre procession précédée, elle aussi, de drapeaux tricolores, de chanteurs et de tireurs. Quand les deux groupes se rejoignent, les drapeaux se mélangent et s'agitent en un simulacre de combat. Un seul d'entre eux restera au centre de l'arène, triomphant, tandis que les autres



Georges Violon

des lieux inhumains à la fascinante beauté

s'enfuirent en ordre dispersé. Alors la foule se jette dans le sable et s'y contorsionne en interrogeant le ciel, espérant y voir un signe...

Mohamed, qui ne me lâche pas, m'explique :

— C'est toujours le même drapeau qui reste au milieu.

— Pourquoi ?

— *Manarf* (je ne sais pas). Personne ne le sait, d'ailleurs. Des vieux disent que c'est la commémoration d'une bataille, d'autres, celle de la réconciliation des tribus.

L'été approche. Il fait déjà 50 degrés à l'ombre. Comment et pourquoi des hommes vivent-ils dans ces lieux inhumains ? Leur impitoyable et fascinante beauté ne l'explique pas. En faisant mes préparatifs de départ, je songe que la Sebkha, immense dépression de sable, a été jadis une mer. Des mollusques fossilisés en témoignent. Puis sont venus les hommes avec leurs flèches et leurs silex taillés, et puis les grands animaux, et enfin le désert. Dieu avait dit : « Remplissez la terre. » Des millions d'années qui donnent le vertige.

Et la vie continue. Des hommes subsistent aujourd'hui encore sur cette partie de la planète. Et l'on peut y rencontrer des êtres intelligents, instruits et sages comme le petit Mohamed. Au moment de nos adieux, je lui ai demandé ce qui lui ferait le plus plaisir :

— Envoie-moi du camembert de France.

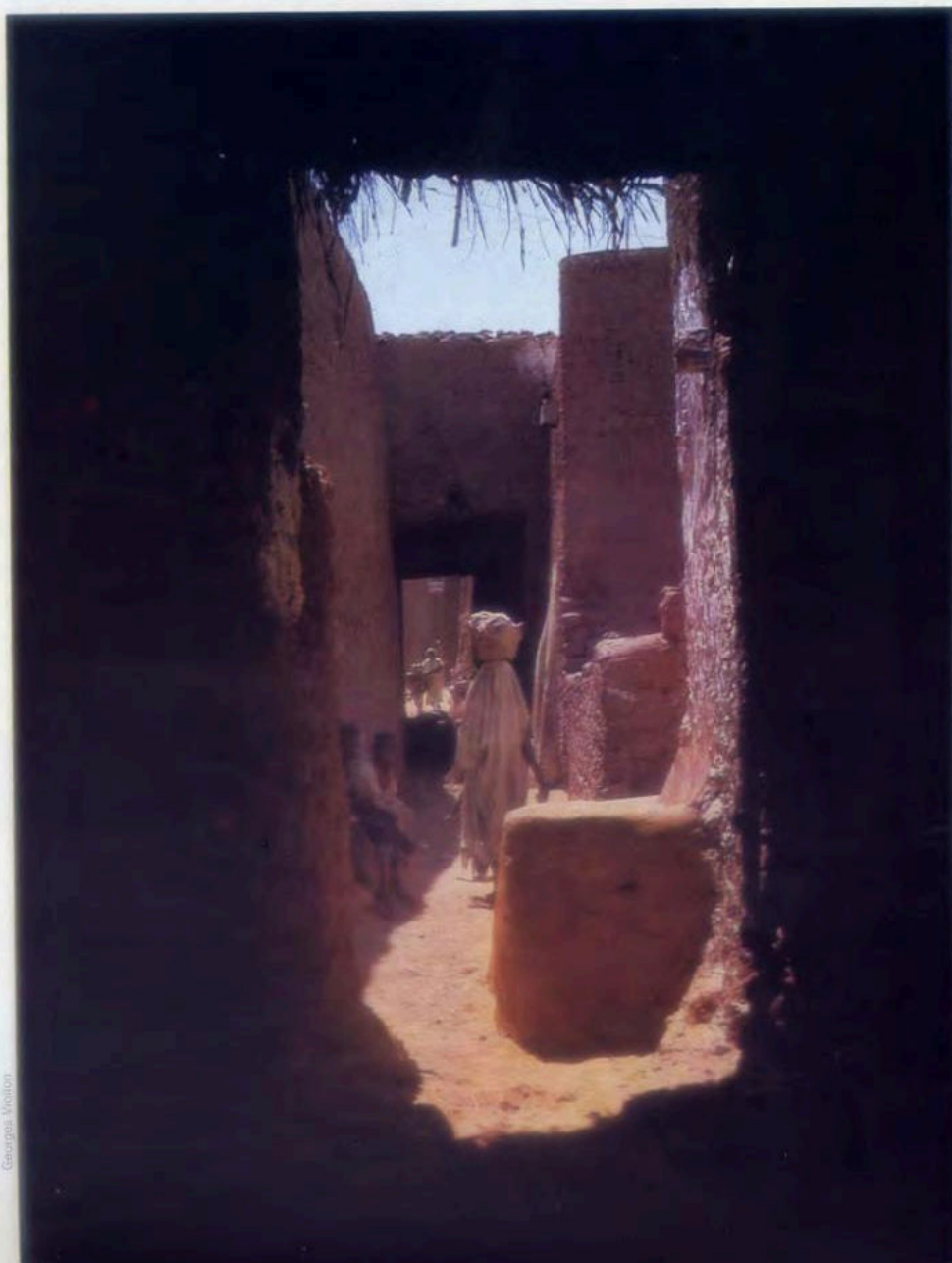
— Quelle idée !

— Ça me change du couscous.



Georges VIOLLON

La fête des Drapeaux, qui a lieu chaque année, une semaine après le Mouloud. Tous les établissements religieux d'enseignement de la région de Timimoun y participent. *Ci-dessous* : une ruelle du vieux ksar.



Georges Violon

LA FRANCE GRONDE



Histoire/Pierre Marché

Au moment où l'année 1961 s'achève, la situation de la V^e République apparaît toujours comme précaire. Certes, les motifs de satisfaction ne manquent pas. Au cours des voyages du chef de l'État en province, l'accueil reste chaleureux. Au pouvoir depuis 1 080 jours, le gouvernement Debré vient de battre le record de longévité détenu par le cabinet Waldeck-Rousseau sous la III^e. La stabilité politique paraît donc assurée. Le redressement économique se poursuit et la balance des comptes reste favorable. Enfin, la France retrouve une diplomatie indépendante.

Le malaise n'en est pas moins réel et les critiques qui émanent des syndicats, des formations politiques, à l'exclusion naturellement de l'U.N.R., montrent que le parti « de la hargne, de la rogne et de la grogne » gagne sans cesse du terrain. Quelles sont les origines de ce malaise qui

« La France sait où elle en est, ce qu'elle vaut et ce qu'elle veut », déclare de Gaulle en commençant son discours de fin d'année, discours qui, une fois de plus, n'apportera que déceptions aux partis politiques.

affecte de larges couches sociales et même les groupes de la majorité, comme les indépendants ou le M.R.P. ?

Il y a d'abord la politique extérieure. L'affaire de Bizerte, les débats à l'O.N.U., qui ont renforcé l'isolement de la France, et surtout la politique indépendante à l'égard de l'O.T.A.N. et de l'Europe mécontentent nombre d'Européens convaincus. Mais c'est surtout dans le domaine social que l'impatience est la plus vive. Si on constate une certaine détente sur le front paysan, les premiers jours de décembre ont encore été marqués par de nouvelles grèves dans les services publics et la conférence de presse du premier ministre sur les problèmes économiques a déçu. Les syndicats constatent le refus du « dialogue » et trouvent largement insuffisante une augmentation des salaires limitée à 2,25 %.

Il y a encore le malaise politique provoqué par le caractère hybride du régime, mi-présidentiel, mi-parlementaire, et par les maladresses du premier ministre. Pour nombre d'observateurs, la stabilité gouvernementale est un mythe. Sur 27 membres de la première équipe Debré, 16 seulement sont encore en place. Alors que, sous la IV^e République, les gouvernements changeaient mais les ministres restaient, sous la V^e République, les ministres changent mais le gouvernement demeure.

C'est à l'occasion des débats sur le bud-

(Suite page 2968)

TIMIMOUN
(une rue du vieux ksar)

George Virel





Guy Mollet gifle alors un député U.N.R. qui a eu le malheur d'évoquer

(Suite de la page 2965)

get de 1962 que le mécontentement éclate à l'Assemblée. La perspective de nouveaux impôts n'est pas étrangère à la fronde qui se manifeste. Un des chefs de file des indépendants, Courant, déclare : « Sans enthousiasme, un certain nombre de mes amis indépendants voteront le budget. Il faut que la situation soit bien grave pour que nous acceptions de faire un geste,

Baumgartner donne à Pinay l'occasion de décocher la flèche du Parthe. Le ministre des Finances ne doit-il pas « subir les décisions de la majorité ou la personnalité du chef de l'État » ?

Mais il est, en réalité, un problème perpétuellement sous-jacent, lancinant, qui contribue à la dégradation du climat. C'est, encore une fois et toujours, l'Algérie. Après sept années de guerre et alors

de l'O.A.S. déclenchée non seulement en Algérie, mais en France.

De fait, dans la métropole même, le stade des escarmouches semble dépassé. L'O.A.S. frappe durement et choisit ses objectifs. Des postes émetteurs de la R.T.F. sont endommagés. Une bombe explose dans le hall du journal *France-Soir*, à une heure d'affluence.

Les vols d'armes se multiplient dans les camps militaires et l'on parle de désertions dans l'armée. Malgré le procès du capitaine Souètra, auteur d'un maquis « Algérie française », ou le procès de « plastiqueurs » devant la cour de Riom, la répression du gouvernement paraît hésitante et fort peu efficace.

Dans ces conditions, les socialistes et les radicaux jugent l'heure favorable pour déposer une motion de censure et profiter du flottement qui se manifeste même dans les rangs de la majorité. Ils accusent le gouvernement Debré d'avoir perdu par ses maladresses, sa faiblesse et ses divisions intérieures, l'autorité nécessaire pour faire face aux menaces qui pèsent sur la République. Pour le *Populaire*, les socialistes reprochent tout au gouvernement : « Dans tous les domaines, la politique française va à vau-l'eau. »

Les canards muets

Le débat se déroule le 15 décembre, dans la meilleure tradition parlementaire. Les attaques les plus violentes sont lancées par les socialistes et les indépendants. Pour Leenhardt, « le problème d'aujourd'hui est celui de la lutte du peuple contre le fascisme et la carence du gouvernement, qui ne fait pas son devoir à l'encontre des factieux. Seul, le président de la République fait l'effort de désintoxication qui s'impose. La prétendue équipe gouvernementale semble composée de canards muets ». Legendre se montre aussi violent. Évoquant l'affaire du bazooka, il se livre à une allusion transparente : « Si, un jour, j'ai pris pour cible le général Salan, c'est de cette tribune... Nous sommes dans une sorte d'autocratie policière, ajoute-t-il, que l'on pourrait appeler la république des « barbouzes »... De plus en plus, les polices ont tendance à se substituer à la justice. » D'autres orateurs se relaient à la tribune et évoquent « l'O.A.S.-Matignon-Beauvau ».

Au moment où l'attention commence à se relâcher, un incident survient à point nommé, pour déchaîner les passions. Guy Mollet flanque une magistrale paire de gifles à un député U.N.R. qui a eu le malheur d'évoquer les regrettables incidents de février 1956 à Alger : « Vous êtes un lâche. A la première tomate, vous avez tourné casaque ! » Le vacarme est alors à son comble. Le président Chaban-Delmas doit suspendre la séance et, à la

Coll. particulière



Azoulav/Paris-Match



En août : débats ► sur Bizerte à l'O.N.U. 32 États africains et asiatiques, ainsi que la Yougoslavie, ont déposé une résolution assurant que « la présence des troupes françaises en Tunisie met en danger la paix et la sécurité internationales ». Dans les coulisses, les Algériens s'activent...

Après le « clash » ► de juillet, les familles des militaires basés à Bizerte rentrent en France. Les canons se sont tus. Les incidents qui ont provoqué les violents et meurtriers combats se sont soldés par un *modus vivendi* provisoire. Mais la question de l'avenir de la base reste en suspens.

pour nous très méritoire puisqu'il est contraire à notre doctrine. » Mais l'intervention la plus inattendue est celle d'Antoine Pinay, qui sort brusquement de sa réserve : « Le peuple, affirme-t-il, a le sentiment d'avoir été frustré des bénéfices de l'expansion. Il voit procéder à des investissements non rentables dans un sous-marin atomique, dans une usine de séparation d'isotopes, dans le plus long paquebot du monde, alors que, souvent, il manque de l'essentiel, par exemple les adductions d'eau. » Un hommage à

que la situation ne cesse de se compliquer, trois éléments dominent : lassitude de la majorité de l'opinion déçue après l'échec des négociations d'Évian et de Lugrin, même si les contacts ne paraissent plus complètement rompus entre le gouvernement français et le F.L.N.; crainte de l'abandon chez les nostalgiques de l'intégration et de l'Algérie française, voire chez nombre de modérés, indépendants ou M.R.P.; peur de l'aventure fasciste, de la guerre civile, surtout dans les rangs de la gauche devant l'offensive

es regrettables incidents de février 1956 à Alger



Siade/Paris-Match



Caron/G



Vals/Paris-Match

Ci-dessus : le France arrive à New York. A gauche : le sous-marin atomique Redoutable, qui sera lancé en 1967, est déjà à l'étude. A droite : l'usine atomique de Saclay. En haut : Michel Debré. Lors de sa conférence de presse du 4 décembre, il déclare : « Nous avons des ambitions car, dans le monde où nous vivons, il n'y a plus de nation, c'est-à-dire plus de liberté, si le peuple, dans son ensemble, et chaque citoyen en particulier, n'éprouvent pas le sentiment profond d'avoir à travailler pour l'avenir. Notre ambition a un nom qui se nomme : le plan de modernisation économique et social. »



Paris-Match

reprise, on constate que la caméra de télévision, chargée du reportage, a disparu. La motion de censure ne recueille, malgré tout, que 199 voix, malgré le vote favorable de 23 M.R.P. et de 42 indépendants. Au dernier moment, nombre de députés ont reculé devant la « peur du vide ».

Tandis que le parti communiste tente vainement un regroupement de la gauche, qui se heurte aux réticences habituelles des socialistes et des radicaux, les syndicats décident de prendre la tête de la lutte contre la « politique de l'assassinat et du

racket ». La C.G.T., la C.F.T.C., l'U.N.E.F. et la F.E.N. prévoient, pour le 19 décembre, une grande journée d'action contre l'O.A.S. Après une grève symbolique d'un quart d'heure dans la matinée, une manifestation rassemblant tous les démocrates aura lieu à la Bastille. Le M.R.P. et la S.F.I.O. décident de se joindre au mouvement tout en dénonçant « l'exploitation faite par le parti communiste à son profit d'une initiative prise par une fraction du syndicalisme libre ».

Le gouvernement décide d'interdire la

manifestation, ce qui ne se fait pas sans un incident avec le secrétaire général de la Fédération du personnel de la police, qui proteste publiquement contre la décision. Toute la presse de gauche se hâte alors de dénoncer le malaise de la police. *L'Express* est saisi, tandis que *France-Observateur* fulmine contre le préfet Maurice Papon qui brime les policiers républicains « sous un prétexte administratif » et « s'efforce de les intimider et de les affaiblir ».

Le 19 décembre, la manifestation n'en



Keystone



Gérard Paris-Match



A.G.P. Cohen



Costa, Paris-Match

Bien qu'interdite, la manifestation anti-O.A.S. a lieu le 19 décembre. Des heurts d'une extrême violence avec le service d'ordre feront des centaines de blessés.

quelques idées fixes "sur le ton du rôle"

a pas moins lieu. Plus de 20 000 personnes se rassemblent autour de la place de la Bastille, mais se heurtent à un service d'ordre impressionnant, qui tente d'empêcher la formation d'un cortège. La brutalité de certains éléments du service d'ordre provoque des affrontements extrêmement violents et on relève parmi les manifestants plus d'une centaine de blessés, dont une trentaine gravement atteints.

Le lendemain, la presse pratiquement unanime dénonce l'« inqualifiable sauvagerie » des forces de police. Pour *le Populaire*, « le gouvernement a achevé hier de se déconsidérer ». Pour *le Monde*, « l'Organisation armée secrète tue et les forces de l'ordre blessent grièvement ceux qui crient « O.A.S. assassins ». *Le Figaro* estime qu'une telle répression ne peut que favoriser le parti communiste. *L'Aurore* s'interroge sur « ce climat d'émeute, ces coups, ces blessures, cette fureur fratricide au cœur de Paris. On ne peut y voir qu'un épisode de l'action tenace menée par le parti communiste pour la conquête de la France ».

Le trouble est profond dans toutes les formations. Michel Debré est obligé de reconforter l'U.N.R. à l'occasion de la réunion de son conseil national à Reims : « L'un des éléments de la paix, estime-t-il, est la mise à la raison de ceux qui, sous le fallacieux et mensonger prétexte d'un prétendu patriotisme intransigeant, se livrent, au lieu d'affirmer des positions politiques, à l'assassinat et à la subversion. » Les indépendants eux-mêmes avouent leur trouble. Avant de procéder au remplacement de Duchet, ils « condamnent à la fois la violence et l'injustice, d'où qu'elles viennent, même et d'abord si elles viennent de l'État ».

Dans ces conditions, le discours du général de Gaulle, annoncé pour le 29 décembre, est impatientement attendu. L'allocution, hautaine, classique, est dans la grande tradition et, au dire des exégètes, elle se divise en deux grandes parties : d'abord un état, un bilan du monde et de la France, à la fois dramatique, au sens propre, et rassurant. Dès les premières phrases, le chef de l'État ne peut résister au plaisir de refaire le procès, en quelques formules concises, de la IV^e République — « impuissance », « abdication de l'État », « faillite monétaire », « faiblesse, laisser-aller » ; c'est ensuite une attaque en règle contre le « totalitarisme soviétique », ses « ambitions », ses « excitations », ses « provocations », ses « abus », ses « crimes ».

Quant à la France, « elle n'en accomplit pas moins son œuvre avec un succès évident et une constance que rien n'ébranle ». Il y a d'abord la stabilité politique — « Je n'ai nommé qu'un premier ministre » —, la paix sociale. Sous le régime actuel n'a-t-on pas compté annuellement sept fois moins de grèves que sous le régime précé-

dent ? La grève elle-même ne tend-elle pas à devenir « inutile, voire anachronique » ? Enfin, il y a le retournement de la balance des comptes, le meilleur indice de la prospérité économique.

La seconde partie est une vaste fresque ouverte sur l'avenir, mais sur un avenir suspendu au règlement, au désengagement en Algérie. La solution, déjà proposée, tient en une phrase : « La France [...] serait disposée à apporter sa coopération à un État algérien souverain et indépendant, procédant du libre suffrage de ses habitants, pourvu que soient garantis ses intérêts essentiels en échange de ce qu'elle fournirait. » C'est de ce règlement que dépendront la modernisation de l'armée française et la rénovation intérieure du pays.

Une divinité aveugle et sourde

Dans l'ensemble, c'est la déception. On a beau triturer le texte, on ne trouve rien de nouveau. Il n'y a pas d'amorce d'une nouvelle politique sociale, pas la moindre annonce d'une reprise officielle de négociations publiques avec le F.L.N. Pour *l'Humanité*, il n'y a là que du « bluff ». Le P.S.U. renchérit : « Le discours le plus creux qu'ait jamais prononcé le chef de l'État. Celui-ci a voulu ignorer les difficultés croissantes que rencontre le régime sur le plan économique et social et escamoter la menace de l'O.A.S. et de la guerre civile... » Pour *le Populaire*, le chef de l'État « vogue dans un univers ignorant de la réalité, comme une divinité aveugle et sourde à tout ce qui n'est pas la propre satisfaction de soi-même »...

Quant aux partisans de l'Algérie française, ils ne cachent pas leur fureur. Ils ne retiennent du discours qu'un seul passage : le regroupement de l'armée en Europe et le retrait, en janvier 1962, de deux divisions d'Algérie et de plusieurs formations aériennes. Ce désengagement est « la plus grande capitulation de l'Histoire ». Pour Vinciguerra, le discours tourne autour de quelques idées fixes « sur le ton du rôle ». Même chez les plus modérés, le désenchantement est réel. « Auto-satisfaction », déclare *le Monde*. « Insuffisance », laisse tomber Edgar Faure. Lecanuet déplore que le chef de l'État s'abaisse à « cracher sur les tombes des républiques défuntées ».

En tout cas, la dégradation de l'État, la montée des oppositions, le désarroi de certains fidèles, le trouble général qui efface un redressement économique réel ne peuvent avoir qu'un seul résultat pour le général de Gaulle : vouloir en finir à tout prix avec l'affaire algérienne, ce cancer qui ronge l'âme du pays. **H**

Philippe MASSON

ALGER : UN PRÉFET FACE A L'O.A.S.



Jean-Louis Normand

Une patrouille dans Alger, où l'O.A.S. a lancé un ordre de grève qui a été suivi par la quasi-totalité de la population européenne. Ainsi, Salan montrait aux autorités l'influence qu'il avait sur les pieds-noirs. Lui aussi, après tant d'autres, cherchait à mettre en pratique les trois théories de base de la guerre révolutionnaire : la préparation du terrain, l'utilisation de la masse, la destruction totale et complète de l'adversaire.

« **C**E ne sont pas les événements qui s'approchent ou s'éloignent, mais nous qui passons devant eux... »

La guerre d'Algérie n'a été qu'une longue illustration de ce mot de Maurice Maeterlinck...

Les souvenirs du 13 mai 1958, des barricades de janvier 1960, du putsch d'avril 1961, constituaient, en cet automne de 1961, pour toutes les populations vivant en Algérie, sans distinction de communauté, la trame intime de leurs réflexions, de leurs pensées, de leurs soucis.

L'avenir était incertain pour tous, mais Alger, comme toute l'Algérie, était encore cette ville de rêve où, plus que jamais,

chacun voulait passionnément vivre le présent et évitait, autant qu'il le pouvait, de s'inquiéter de son devenir.

Une angoisse désabusée et souvent souriante planait sur la ville, où les distractions, la vie en commun, les sorties, la plage... permettaient de penser le moins possible à tout le reste.

Tout le reste..., c'était la guerre qui se poursuivait, les attentats F.L.N. qui reprenaient, les attentats O.A.S. qui commençaient, et le désordre et l'insécurité qui cheminaient sournoisement.

Beaucoup en parlaient pour ne plus y penser, beaucoup y pensaient et n'en parlaient pas, tous avaient dans le cœur leur



Une certaine joie de vivre existait encore malgré les plastiquages, les attentats, l'avenir sombre... Sur les plages, les champs de courses, les stades, les pieds-noirs jouissaient de leur précieux trésor : le soleil...



coin d'anxiété permanente que leur optimisme affirmé, artificiel et contradictoire rendait poignante.

A côté des souvenirs vécus en 1958, 1960, 1961, les grands événements récents, qui concernaient pourtant très directement l'Algérie, étaient plus ou moins plaqués sur le réel et restaient bien loin des préoccupations courantes de la majorité de ses habitants.

Les pourparlers de Melun, du 25 au 29 juin 1960, ceux d'Évian, du 20 mai au 13 juin 1961, ceux de Lugrin, du 19 au 28 juillet de la même année, étaient pour eux des histoires d'un autre monde.

Nous venions, effectivement, d'un autre

monde, et la contradiction crucifiante de l'époque résidait tout entière dans la conviction des Français d'Algérie que cet « autre monde » ne pouvait être que le leur tel qu'ils l'avaient construit avec leur expérience comme source de leur rêve.

J'avais lié connaissance avec le docteur N..., dont des amis, Français ayant longtemps résidé en Algérie, m'avaient dit le plus grand bien, et j'ai souvent rencontré cet homme intelligent, honnête et de surcroît, généreux.

Issu d'une longue lignée de pieds-noirs, il s'était mis en tête de me convertir à ses idées exclusives sur l'Algérie.

Nous eûmes, un soir, chez lui, une lon-

...et je retirai de ces p

gue discussion en présence de quatre ou cinq de ses amis, sûrement tous membres ou sympathisants de l'O.A.S., et je retrouvai les idées les plus en vogue dans l'action psychologique de naguère.

Tout était clair, limpide et naturel, pour ces hommes de bonne volonté, dont certains avaient été choisis à dessein parmi le personnel ouvrier d'une usine voisine : l'Algérie, c'est la France.

Et on m'expliqua effectivement, à grand renfort de preuves historiques, ce que c'était que la France, où était son devoir et comment elle était en train de renier son passé.

Tous mes arguments étaient retournés avec une superbe maîtrise et, je veux le croire, avec une égale bonne foi...

Jusqu'au moment où je dis à mes interlocuteurs qu'ils me paraissaient confondre la France avec l'idée qu'ils se faisaient de l'Algérie et où je leur demandai au nom de quoi ils pouvaient juger des dizaines de millions d'hommes et de femmes avec une telle sévérité.

Voyage d' « adaptation »

Je m'attendais à des réponses précises, à l'évocation de souvenirs, au rappel d'expériences, à des arguments faisant appel à une connaissance directe de notre pays, à des choses vécues...

Rien de tout cela ne se produisit et je compris pourquoi quand j'appris que, sur mes quatre ou cinq interlocuteurs, aucun n'avait jamais franchi la Méditerranée.

Notre malheur, c'était bien que nous ne parlions pas des mêmes choses.

L'évolution vers la guérilla et l'insurrection fut insensible et, vers le mois de novembre 1961, beaucoup de personnes résidant en Algérie pouvaient encore penser que le calme reviendrait sans que la situation devint intolérable.

Les principaux attentats étaient montés en épingle car ils étaient relativement peu nombreux, et la population pouvait se réjouir ou s'indigner mais ne se considérait pas comme concernée par des violences qui ne la touchaient pas directement.

Le temps viendra vite où les attentats seront si nombreux qu'on ne pourra même pas en tenir un compte exact.

C'est vers la fin de cette période, encore relativement calme, l'été 1961 passé, que je pris mes fonctions à Alger.

Avant d'être installé, en décembre, je fis un voyage d' « adaptation » qui me permit de prendre contact avec le délégué général et quelques-uns de mes futurs interlocuteurs ou collaborateurs.

L'inquiétude s'installait déjà sérieusement dans les esprits : la préfecture de police était le point de convergence de toutes les informations civiles ou militaires et il était facile de conclure que l'on ne s'orientait pas vers l'apaisement.



« La Résistance O.A.S. ne se réclame pas de la haine symbolisée par le 1^{er} novembre, mais de la fraternité du 13 Mai. » Pourtant, le sang coulera et entre les deux communautés se creusera un fossé impossible à combler.



Dans la population, cette inquiétude était bien moins visible.

Je m'employai à parler autant que possible avec les gens que je pouvais rencontrer dans les lieux publics, au restaurant, dans la rue, et je retirai de ces premiers contacts l'impression attristante d'une immense inconscience.

La conversation était plus aisée chez les quelques amis qui me reçurent, mais je fus surpris et accablé de les sentir quelquefois joyeux, optimistes, sûrs d'eux, promettant de m'aider, quand ils le pourraient, malgré les fonctions dont j'étais investi et qui, en tout état de cause, ne débouchaient, selon eux, sur rien.

On se plaignait des contrôles de police, des impôts, des plastiquages, mais tout cela était considéré comme provisoire et surajouté à une situation qui évoluerait fatalement vers le retour au passé.

Après mon séjour de novembre 1961, la prise de fonctions officielle eut lieu le 10 décembre. Notre arrivée, le 9 au soir, fut bien triste. Nous fûmes accueillis par le secrétaire général, dans un aéroport maussade et obscur. Ce qui était frappant pour moi, c'est qu'en dehors de lui tous les gens avaient l'air absents, préoccupés et faussement indifférents.

J'avais quitté les Ardennes la veille et je n'étais pas près d'oublier les satisfac-

tions « de métier » que j'avais eues dans ce département ni la solidarité à toute épreuve des populations habituées de longue date aux sacrifices, ni la fidélité des amis que j'y laissais.

Le contraste était frappant.

Alors que, quelques semaines auparavant, j'étais arrivé en simple touriste, en plein jour il est vrai, sans la moindre impression de malaise, je me trouvais, ce soir-là, bien qu'investi de fonctions officielles, presque encouragé à me cacher par l'attitude même de ceux qui m'attendaient et dont le soulagement fut visible quand j'eus atteint la voiture sans incident.

Je découvrais ainsi dès mon arrivée, plus qu'à mon précédent voyage, le climat d'insécurité qui m'obligerait à m'adapter à une mission, à un environnement, à des tâches qui n'avaient que de lointains rapports avec tout ce que je venais de quitter.

Mon arrivée à la villa, inoccupée depuis assez longtemps, me rendit, malgré tout, sérénité et optimisme.

L'accueil du personnel stylé et apparemment heureux de me voir fut chaud et réconfortant.

Un collaborateur de choix

Le secrétaire général me demanda si je comptais occuper les lieux ou me replier au palais d'Été où était cantonné, en permanence, un escadron de gendarmerie mobile.

Quant à lui, il habitait, par nécessité de service, à la préfecture d'Alger et il ne pouvait être question de me replier en arrivant!

Le contact fut bon dès l'abord. J'ai pu apprécier, par la suite, la sérénité, le calme et aussi le courage et l'absolue loyauté de ce collaborateur de choix, surtout le jour où il faillit perdre la vie dans un attentat au plastic, à son domicile, attentat qui ne provoqua aucun changement dans son comportement.

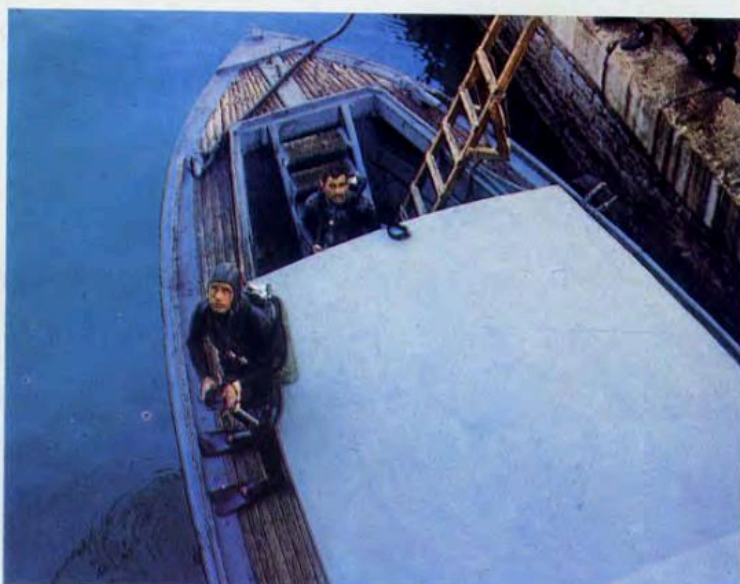
Il fallut quelques jours pour prendre contact avec les autorités, avec tous mes collaborateurs et chefs de service, surtout avec le général commandant la zone Alger-Sahel, adjoint militaire du préfet de police, ainsi qu'avec les principaux officiers qui l'entouraient.

Ce n'est que vers le 10 janvier 1962 que j'eus fait le tour de « mon domaine » et commençai à tenter d'avoir une opinion sur ce que j'étais venu faire là. J'avancai à pas comptés dans ce labyrinthe nouveau.

A Alger (comme à Oran), le contexte même de la création, en 1961, peu avant le putsch d'avril, de la préfecture de police, réplique presque exacte de la préfecture de police de Paris, était, dans l'esprit de la population, une indication sur les mis-

les militaires craignent toujours un affrontement entre communaut

La fièvre, la terreur, l'absurde s'installent à Alger, où l'O.A.S. s'organise. *Ci-contre* : des hommes-grenouilles au travail dans le port. Ils ont pour mission d'inspecter la coque des navires à l'ancre. A l'Amirauté, en effet, on craint que des commandos O.A.S. ne viennent poser des mines sur la coque des bateaux mouillés dans la rade. *Ci-dessous* : la rue Michelet, le jour de la grève ordonnée par l'O.A.S. : sur les trottoirs de la ville, les ordures s'entassent...



sions qu'aurait à assumer son titulaire.

On ne pouvait que constater que l'Algérie française était désormais un rêve irréalisable, une aspiration légitime, un besoin éminemment respectable et compréhensible, mais qui se heurtait de façon irréversible à la réalité.

Tous mes collaborateurs en étaient convaincus.

Un mois avait suffi pour étayer cette conviction — qui était loin d'avoir la même force à mon arrivée — mais cela ne changeait rien à ma détermination de rester dans les strictes limites de ma mission sans mettre en cause d'aucune manière les opinions des uns ou des autres et de n'intervenir que dans la mesure où leurs manifestations mettraient l'ordre en péril.

Cette mission consistait précisément, dès le départ, à replacer ou à maintenir entre les mains de l'autorité civile la totalité des responsabilités et des moyens relatifs au maintien de l'ordre.

Depuis un an, l'opinion était sensibilisée à tout cela et, pour les Français d'Algérie, il y avait dans cette évolution

quelque chose qui choquait le souvenir encore présent de leurs élans de naguère.

Les grandes manifestations du 13 mai 1958, l'affaire plus récente des barricades et le putsch avaient laissé dans leurs esprits la nostalgie — venue des origines — de la fusion intime entre eux et l'armée.

La situation évoluait sous leurs yeux et le préfet de police incarnait plus ou moins un revirement que la loyauté d'un nombre de militaires de plus en plus grand rendait de jour en jour plus sensible.

Contrôle à l'entrée ►
d'Alger. Généralement, on admet que les bouclages permettent de déceler 8 à 13 % de personnes compromises, tandis que les opérations plus localisées faites sur renseignement dépassent les 15 %, pour arriver à 80 ou 100 % lorsque les renseignements sont vraiment bons.

doc. gendarmerie nationale



Il devint vite clair que, quels que fussent mes efforts d'objectivité et quel que dût être mon comportement en présence des événements, les jeux étaient faits : le préfet de police ne pouvait être qu'un des leurs qui les avait trahis pour mieux les combattre, ou, ce qui revenait au même, qu'un envoyé en mission de leurs « ennemis ».

Du côté de la zone autonome et du F.L.N., l'analyse était comparable, mais en sens opposé : comment s'étonner que ceux qui avaient surtout connu les militaires dans la guerre missent leur confiance dans les civils voués à la faire cesser ? Ce sentiment, naturel, se manifesta très tôt.

Interdiction de séjour

Quoi qu'il en soit, la nouvelle préfecture, née moins de dix mois à peine avant mon arrivée, était rapidement entrée dans les mœurs.

Elle avait, il faut le dire, à connaître des affaires sur lesquelles la population est habituellement le plus sensibilisée, auxquelles s'ajoutaient celles introduites par l'état d'urgence. Ses activités concernaient tout le monde, sans distinction de classe sociale, d'appartenance idéologique ou de statut de citoyen, car elle n'était là que pour faire appliquer uniformément la loi.

Réglementation du commerce et des transports, interdiction de séjour, presse, assignations à résidence, expulsions de locataires, contrôle des arrêtés municipaux, armes, réglementation des débits de boissons, mœurs, manifestations publiques, spectacles, affaires pénitentiaires, police des étrangers, recherches dans l'intérêt des familles, naturalisations, service automobile, cartes grises et permis de conduire, identité et circulation des personnes, passeports, autorisations de voyage, protection civile, direction et contrôle des services de police de toute sorte..., et j'en passe, étaient l'occasion de contacts très nombreux avec tous les publics, qui me permettaient de prendre la mesure exacte de la densité des irréductibles et de ne pas oublier les autres, qui formaient l'écrasante majorité.

Dès la fin de janvier, j'avais été amené

à attirer, de façon très précise, l'attention des autorités supérieures sur notre manque de moyens. Cette préoccupation subsista jusqu'à la fin et aucune solution satisfaisante ne put être trouvée.

Une augmentation importante des effectifs dont je disposais eût été salubre, simplement parce qu'il serait devenu possible de quadriller les quartiers qui ne l'étaient pas, de garder plus de points sensibles et de faire de la prévention de façon beaucoup plus efficace.

J'ai mis longtemps à comprendre qu'il ne pouvait en être autrement et que les efforts incessants des chefs civils et militaires ne pourraient donner que des résultats hors de proportion avec nos demandes, même les plus modestes.

C'est que, d'une part, les cicatrices de 1958, 1960 et 1961 étaient encore douloureuses, et notamment on ne pouvait faire intervenir indistinctement tous les militaires n'importe où et n'importe comment.

Des raisons inscrites dans les faits

D'autre part, si les forces françaises stationnées en Algérie étaient suffisantes en nombre, elles étaient, en général, peu adaptées aux nouvelles tâches que nous comptions leur assigner.

Enfin, les militaires craignaient toujours un affrontement possible entre les communautés et ils ne voulaient pas noyer les unités dans la population des villes, au risque d'être démunis en cas de crise grave.

Nous nous sommes rendus — quelquefois après coup — à ces raisons, qui étaient inscrites dans les faits.

Et il faut bien reconnaître que les forces militaires de troisième catégorie (armée active et contingent) sont instruites pour la guerre et non pour le maintien de l'ordre et que cette analyse doit éclairer, aujourd'hui comme il y a dix ans, toutes les contestations sur ce sujet.

Ainsi les moyens réellement utilisables étaient-ils souvent insuffisants, encore fallait-il en doubler certains.

On ne pouvait les doubler tous et la preuve se faisait au fil des semaines que



Ci-dessus : la gare d'Alger le jour de la grève. Silence et immobilité. *Ci-dessous* : la préfecture de police de nuit. Cette préfecture, organisée pratiquement comme celle de Paris, avait été créée avant le putsch d'avril 1961.



la solution était plus politique que technique.

Il ne faut pas s'étonner qu'on en soit arrivé naturellement à la conclusion pragmatique que, lorsqu'on veut que prenne fin une guerre gagnée qui se prolonge dans la guérilla, le moyen le plus simple et le plus efficace... c'est de faire la paix avec ceux contre qui l'on se bat.

Le maintien de l'ordre concernait tout le monde.

Je m'étais efforcé, surtout au début et quand j'en avais le loisir, malgré la rigueur des temps, de persuader certains hésitants que tout acte de police, quel qu'il soit, est un acte de civilisation, qu'une société policée est une société civilisée et que la véritable police ne peut être que positive en ce sens qu'elle se propose comme but de permettre au maximum d'individus de

jouir du maximum de libertés, alors que l'interdiction quelle qu'elle soit est essentiellement négative et n'est que le moyen d'éviter les excès des fous, des plus forts ou des moins scrupuleux.

Je dois dire que cette définition ouverte de la « police » n'était pas du goût de tout le monde.

Pour nous, l'ordre public, c'était l'application de la loi... et le malentendu avec ceux qui ne l'entendaient pas ainsi ne pouvait déboucher que sur la désolation générale. C'est bien ce qui est arrivé.

Le mot de Maeterlinck m'est souvent venu à l'esprit tout au long des mois qui ont suivi : les événements sont restés imperturbables et les hommes ont continué de passer devant eux... **H**

Vitalis CROS



JEUNES

◀ Issoire : vue aérienne. Dans le cadre merveilleux et sauvage des montagnes d'Auvergne, les jeunes stagiaires algériens ont de la France une image belle et sereine qui tranche sur celle, déprimante, des bidonvilles, plaies des grandes cités.



« **S**AVOIR pour comprendre — Comprendre pour bâtir », telle est la devise de cette école créée en 1957 à Issoire, dans le Puy-de-Dôme, sous l'impulsion du ministre résidant et par le biais du Service de formation de la jeunesse d'Algérie.

Une mission : former très rapidement (six mois) de jeunes Algériens, capables, dès le retour en Algérie, d'encadrer, de diriger, de conseiller, au sein des S.A.S., des foyers de jeunes, voire des foyers sportifs, la jeunesse désœuvrée qui submerge les quartiers des villes et les douars de ces départements français.

Des chefs. Au service des jeunes, le général Dunoyer de Segonzac, tout près du G.G. à Alger. A Issoire, des chefs de corps du grade de capitaine — Lemaire, Frehis — apportent l'organisation et le prestige de leur arme : la légion. La foi qui les anime est celle d'officiers ayant connu la guerre subversive en Indochine, puis en Algérie.

Des moyens. Le plan de Constantine pourvoit aux finances. A titre indicatif, lorsque Tsiranana vient en visite au centre et qu'il se fait présenter la facture, en vue d'une création identique à Madagascar, le chiffre de 300 millions est avancé.

Le quartier de Bange est un merveilleux cadre pour implanter dans cette Auvergne rude et hospitalière de jeunes Algériens qui peuvent croire que le sol de France

ressemble en totalité aux bidonvilles de nos grandes cités.

L'encadrement de l'école est à base de volontaires : officiers d'active de toute armée et de toute arme. Lieutenants, capitaines, enseignes, officiers des équipages ou de l'armée de l'air encadrent, au fil des années, de 1957 à 1961, des brigades de 150 à 170 élèves.

Est-il nécessaire de répéter qu'ils aiment commander, guider les jeunes ? C'est le propre du métier des armes.

L'esprit « bouton » disparaît

Nous voyons ainsi dans cette école, des unités commandées par les binômes artilleur-marin, aviateur-cavalier, fantassin-marin. L'esprit « bouton » disparaît ; chacun est conscient du résultat à obtenir. On y trouve aussi des officiers de réserve, européens pour la plupart.

Chaque aspirant ou sous-lieutenant se voit confier 10 à 15 élèves. Ces officiers sont volontaires, ayant presque tous acquis dans le civil une formation les conduisant naturellement vers les mouvements de jeunes (dirigeants de foyer de jeunesse, anciens scouts, éclaireurs, quelques séminaristes, etc.).

Certains qui se figurent qu'Issoire est une maison de repos sont invités à aller

voir comment se commande une section dans les djebels (train de 13 h 30 en gare d'Issoire via Sainte-Marthe!).

On trouve aussi des officiers d'active musulmans, lesquels, jusqu'à la dissolution du centre, restent les conseillers précieux et compétents des commandants de brigade. Lieutenants, issus de Saint-Maixent pour la plupart, ils feront souche en métropole.

Je retrouverai un de ceux qui n'ont pas opté pour la France en 1962 à la tête d'une école-foyer de jeunes à Belcourt, pendant qu'au mois de mai A.L.N.-gendarmes-militaires-O.A.S. s'ingéniaient à brouiller les cartes.

Quelle est l'origine des futurs moniteurs de jeunesse ? Certains diront que la première promotion a fait appel à des volontaires d'office. Ce qui est certain c'est que, dès le début de 1958, les parents incitaient leurs enfants à venir à Issoire. Échapper à l'A.L.N. peut-être, apprendre quelque chose de nouveau sûrement. Mes volontaires viennent de tous les villages, des villes, recrutés par l'armée et les civils proches d'elle. Ainsi, de 1957 à 1959, nous commandons à des jeunes Kabyles et des jeunes Arabes. En 1960 et 1961, nous recrutons en métropole la moitié de l'effectif, engagés ou du contingent.

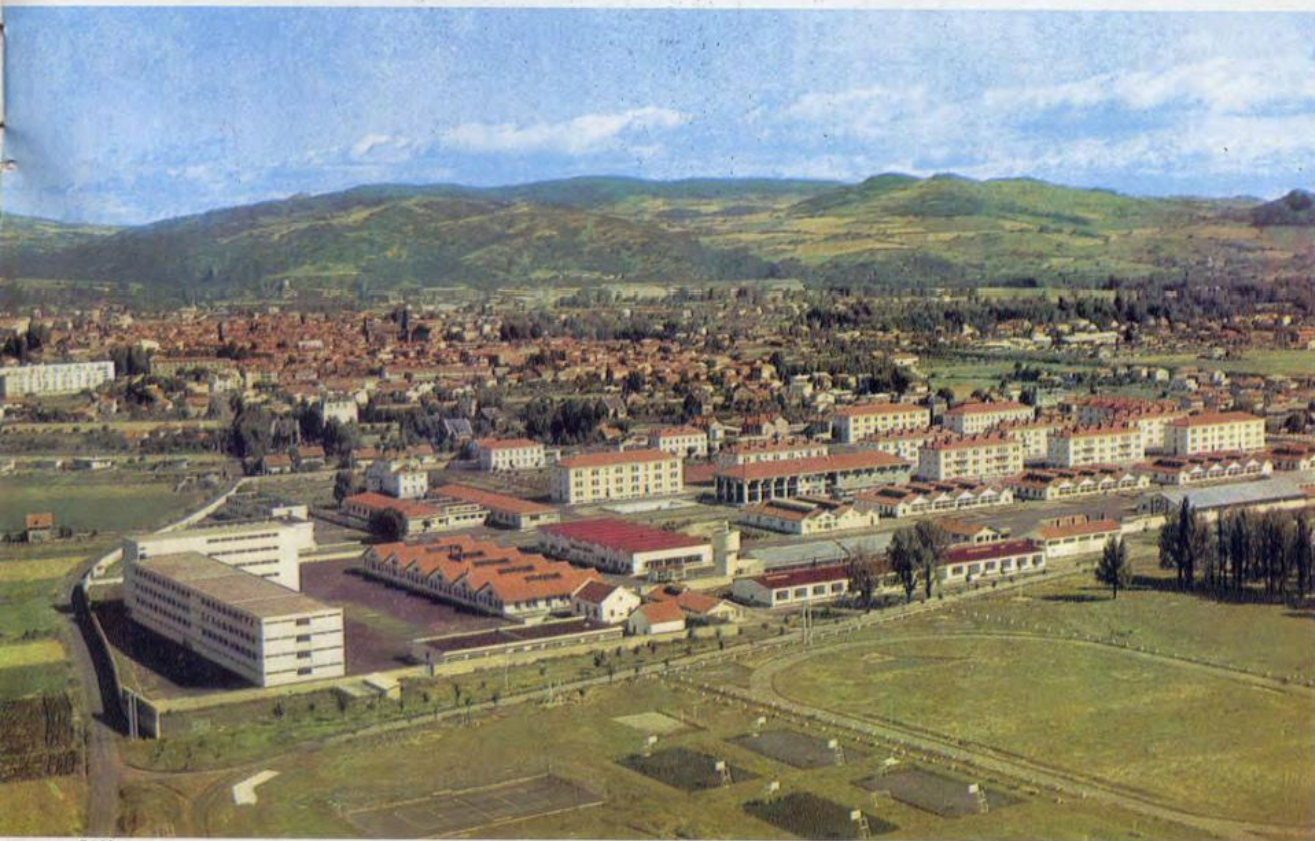
Il n'est tenu aucun compte des origines sociales ou politiques des jeunes Algériens. Certains, au fil du stage, nous déclarent, au cours de discussions, avoir fait un séjour dans l'A.L.N., puis, ayant opté pour la France, se dévouent sans compter à leur nouvelle mission. J'ai en mémoire l'histoire d'un élève m'expliquant comment il faisait pour couper les nez lors des sanctions appliquées aux fumeurs des maquis...

Des niveaux d'instruction excellents, quelquefois moins bons, des illettrés.

Il faut former des moniteurs avec cette manne. Nous adaptons notre système d'instruction à chaque groupe. Des séances d'alphabétisation du niveau élémentaire sont organisées et la joie d'un sous-lieutenant m'apportant une lettre d'un de ses anciens — nomade du Sahara — m'est restée comme un agréable souvenir.

L'arrivée de jeunes métropolitains apporte, en 1960, une dynamique quelque peu différente. Ceux-ci, bien éduqués dans les mouvements de jeunesse, ont certaines difficultés d'intégration. Ils doivent vivre en contact, en chambrée, en réfectoire, dans les salles de cours. Le modelage se poursuit au long des six mois et chacun

CADRES POUR L'ALGÉRIE



◀ Le C.E.M.J.A.
(centre d'entraînement
des moniteurs de la
jeunesse d'Algérie)
à Issoire, dans le
Puy-de-Dôme. Il a
pour devise : « Savoir
pour comprendre,
comprendre
pour bâtir. »
L'encadrement de
l'école est à base
de volontaires.

Fête folklorique à
Nantes, où se trouve
un centre de
formation pour
les jeunes filles,
similaire à celui
créé à Issoire,
en 1957, pour les
jeunes Algériens
de toute origine.
On ne leur apprend
pas, toutefois, le
manipement des armes.

apporte à l'autre sa manière de voir, de parler, de penser.

Souvenir encore que celui du départ de la 4^e promotion, en juin 1960, où, derrière la 4^e brigade, je verrai s'embrasser ceux qui ne travaillaient plus ensemble en Algérie. Certains — les plus jeunes (dix-sept, dix-huit ans) — pleuraient.

Ces liens affectifs n'ont pu tous se couper après quinze années, je l'espère. La vie à Issoire, les idées reçues au C.E.M.J.A. loin des haines qu'entraîne la guerre, n'ont pu qu'y contribuer.

Les principes de la guerre subversive

Le programme des études est arrêté en accord avec le commandement par le chef de corps aidé d'un bureau d'études composé de capitaines ayant, au cours de leur carrière, fait une halte forcée dans le camp 1, chez les Viets. Ils connaissent sur le bout du doigt les principes de la guerre subversive et étaient capables de retourner les moins convaincus!

Ils nous élaborent, nous diffusent, nous contrôlent un « arlequin » où les heures « A D » (1) sont rares. De 7 heures à 19 heures, se succèdent les séances d'instruction, les sports, les exercices, la formation militaire, la formation civique, le

(1) A la disposition.



les sahariens font des stages de ski au Lioran

rôle du moniteur. S'organisent au bureau d'études les voyages de fin de semaine (un dimanche sur deux), les voyages en fin de stage (Berliet à Lyon, Someca à Bourbon-Lancy, etc.).

Après le repas, auquel prend part l'aspirant de chaque équipe, midi et soir, sous la houlette des cadres — active et contingent —, vers 21 heures, les futurs moniteurs apprennent à bâtir, animer, diriger un club (poterie, maquettes, collections, etc.).

Parmi les souvenirs, je veux citer le club d'art dramatique, celui des marionnettes, le théâtre de La Fontaine traduit en kabyle et pour lequel nous fabriquons des masques gigantesques.

Les élèves s'exercent au rôle de metteur en scène dans la salle du cinéma, notre Châtelet.

Certaines pièces de théâtre, des sketches faisant appel au civisme, à l'idée de patrie, au combat de la France en Algérie, peuvent paraître du type cocardier, voire pompier, mais malgré tout, au fil des années, je me dis que certaine révolution culturelle a fait voir que cet art existe encore sous une autre forme et sous d'autres cieux.

Les futurs moniteurs sont, au premier chef, des soldats, ils reçoivent donc à Issoire les rudiments du métier des armes dans la mesure du temps disponible. Quelques tirs, des raids-combats plus proches du gendarme et du voleur que de la guerre classique et des défilés sont les empreintes que nous laissons à ces jeunes.

Pourquoi des défilés, des alignements, de

L'entraînement aux sports individuels et collectifs n'est pas oublié à Issoire. Sur le stade, les officiers d'active et les stagiaires s'adonnent aux joies du ballon rond. A droite : la boutique aux souvenirs de Paris...



De gauche à droite : l'instruction civique au C.E.M.J.A. Au programme du jour, l'étude du plan de Constantine

la marche au pas? nous demandent nos critiques.

En réalité et simplement parce que nos Cemjistes, nous-mêmes, sommes fiers de défiler à Paris les 14 juillet 1958 et 1959. Placés, dans l'ordre du défilé, juste avant les parachutistes et la légion, nous apprenons ainsi à marcher en bloc au pas de ces troupes. Beaucoup de questions nous sont posées par les Parisiens sur ces soldats habillés de combinaisons bleu ciel aux ceinturons à boucle d'or, de bronze ou d'argent et coiffés du béret noir avec rubans verts (2). Souvenir du défilé de Paris où, dès le soir, 650 élèves ne connaissant pas la région parisienne ont eu quar-

tier libre — 87 se perdirent et manquèrent le train du lendemain. Certains avaient confondu Versailles et la porte de Versailles où étaient les cantonnements. Le 87^e a fait le trajet Paris-Issoire moitié en stop, moitié à pied; il était saharien et venait pour la première fois en France. Merveilleuse aventure.

L'entraînement aux sports individuels et collectifs, l'apprentissage du rôle d'un moniteur de sport prennent l'essentiel du volume horaire consacré au stage.

A 6 h 50, chaque jour de l'année, la promotion, les cadres se retrouvent en survêtement sur la place d'armes du quartier de Bange, chef de corps en tête, pour le lever des couleurs, puis au pas de gymnastique les brigades se dirigent vers l'immense plateau de sport. A 7 heures

(2) En 1960, cette tenue sera complétée d'une djellaba bleu marine. La tenue de sortie d'hiver bleu chasseur à passepoil jonquille sera portée lors des défilés de niveau moindre et pour les sorties de 1957 à 1961.





A l'occasion du défilé du 14 juillet, les jeunes stagiaires jouent aux touristes et visitent la capitale. Le théâtre à l'école : parfois La Fontaine, traduit en kabyle...

et jusqu'à 8 h 30 la même leçon est donnée, contrôlée, aux 650 élèves. Pendant ce temps, sur le terrain de football, officiers d'active jeunes et moins jeunes en découlent tout en veillant à ce que leurs ouailles n'oublient pas une partie du programme.

Il n'a pas été nécessaire de sévir bien souvent; le chef de corps donnant l'exemple, il nous paraissait évident de faire du sport.

Couscous et méchouis

Au-delà de cette mise en condition matinale, de merveilleux tournois de sports collectifs opposent durant six mois les brigades entre elles.

Souvenir des matches acharnés que se livrèrent les 4^e et 1^{re} brigades aux finales de foot, les 3^e et 2^e aux finales de basket, de hand, de volley. Nos élèves-spectateurs, les cadres se rangeaient volontiers près du chef de brigade pour « gonfler » l'équipe au gymnase ou sur le stade.

L'envol du cross-country a fait rêver nos futurs Mimoun au fil des kilomètres sur le plateau du Broc.

Les clubs sportifs judo, boxe, agrès, vol à voile, ping-pong, dirigés avec conviction par les sous-lieutenants du contingent et par les moniteurs d'Antibes viennent animer les kermesses et apportent les dérivatifs indispensables à des jeunes éloignés de leur famille.

Une partie importante du programme est consacrée aux séances d'instruction civique — deux heures par jour en moyenne —, séances de discussion, dirigées par les sous-lieutenants et aspirants et par le chef de brigade pour les sujets importants. Ces sujets, au nombre élevé, évoluent au long des années et selon l'idée politique que l'on peut se faire de l'avenir

de l'Algérie : étude du plan de Constantine, le 13 Mai, le référendum, la francisation, l'intégration, l'autodétermination, la coopération, etc. Les cadres, en particulier le bureau d'études, se torturent les méninges pour savoir s'ils doivent « fabriquer » de jeunes Français à part entière ou de jeunes Algériens encore capables de survivre. Le 16 septembre 1959 est, en fait, le moment crucial et, dès cette date, bien que nous nous persuadions que c'est « comme avant », est atteint le point du « saut qualitatif brusque ».

Il paraît nécessaire de relater comment sont employés, dès leur arrivée en Algérie, les jeunes moniteurs issus du C.E.M.J.A.

A la sortie du centre, un examen simple, auquel s'ajoutent les notes du stage, permet de classer les élèves. Nous constituons

E.C.P.A.



Le général Dunoyer de Segonzac serre la main à un stagiaire. 5 000 moniteurs sont ainsi formés à Issoire.

des équipes de deux moniteurs (3) qui rejoignent un douar, un quartier en Algérie. Placés sous la tutelle des officiers S.A.S., ils s'acquittent de leurs tâches avec honneur mais non sans mal.

Au départ de chaque promotion, une équipe d'officiers d'active accompagne les élèves jusqu'en Algérie, puis reste une quinzaine de jours à sillonner les foyers de jeunes, les S.A.S. Elle « prend le vent ». Quelques-uns des rapports établis au retour à Issoire soulèvent parfois des vagues ou de la poussière chez certains services préfectoraux auxquels nos moniteurs réclamaient vainement ballons, maillots, chaussures, livres ou cahiers.

Que reste-t-il de cette période? Des souvenirs agréables, passionnants. Disons que nous étions battus mais contents. Contents d'avoir formé, éduqué une certaine jeunesse, d'avoir fait connaître la France à environ 5 000 élèves. Ceux-ci n'ont pas connu que les murs — au reste fort agréables — du quartier de Bange. Les voyages d'études à Lyon, à Dijon, à Puy-Guillaume, à Vichy, au Creusot, à Saint-Germain-au-Mont-d'Or, etc., leur ont apporté les dérivatifs nécessaires. Les sorties du dimanche à Bort-les-Orgues, à Clermont, à Issoire. Les stages de ski au Lioran, où c'était un plaisir de voir gambader les sahariens et les autres. La visite de Saint-Mandrier, de Toulon où nous prenions — pardonnez-nous — un malin plaisir à faire visiter le cuirassé *Jean-Bart* coulé en 1956 par Nasser...

Les fêtes religieuses, chaque fois marquées par le méchoui, le couscous, les beignets, la gazouze, les brochettes. Aucune atteinte personnelle ou collective n'a été portée aux sentiments des croyants. L'Aïd-

(3) 1 F.S.E. et 1 F.S.N.A. à partir de 1960 (F.S.E. = Français de souche européenne, F.S.N.A. = Français de souche nord-africaine).



E.C.P.A.

à la passerelle, un policier : c'est Mokrane

es-Seghir, l'Aïd-el-Kébir, le Mouloud étaient l'occasion de serrer les rangs. Je vois encore ce qu'est la joie algérienne alors que les moniteurs montent sur les tables après le repas de fête battant des mains, dansant au rythme de leurs mélodies.

Des souvenirs, aussi, nos deux chefs de corps impétueux qui y « croyaient », enlevant leur école comme un cheval fougueux.

Les cérémonies de fin de stage, alors qu'à la lueur des flambeaux nous entonnions le chant de l'école, étaient empreintes de beaucoup de dignité, de confiance en l'Algérie, que nous voulions française.

Mais il advint que les instruments de l'orchestre se dérèglèrent et là s'arrêta notre expérience. Elle arrivait trop tard.

Le 28 juillet 1962, alors que, redevenu artilleur, l'indépendance étant acquise, je me bronçais au milieu de mes canoniers sur le sable de la plage de Zéralda, s'approcha de notre groupe un soldat de l'A.L.N., tenue camouflée, casquette, P.M. MAT-49.

— Mes respects, mon lieutenant, me dit-il après avoir présenté l'arme à six pas.

Cent têtes d'artilleurs curieux et surpris se dressèrent.

Le brillant soldat algérien X... était un de mes anciens élèves. Reconverti, recyclé, il dirigeait une colonie de vacances, là, tout près, dans les villas de la plage.

L'amitié d'Issoire reprit le dessus et après avoir visité « sa colonie », nous avons bu la gazouze. Quelle fierté j'ai pu lire dans son regard alors que les gamins nous épiaient attentivement.

Le 27 septembre 1962, je rentre en France, sur le Kairouan où se pressent encore de malheureuses familles pieds-

noirs. A la passerelle, un policier : c'est Mokrane... Là encore, de la surprise et un sourire. Discussion sur Issoire, aucun contrôle de mes bagages et... tout au long du voyage des regards amers de la part de mes voisins pieds-noirs.

En septembre 1963, à Nîmes, devant le

Pages/Paris-Match



« En 1959, le général de Gaulle visite le centre : les stagiaires, sanglés dans leur combinaison bleu ciel, sont au garde-à-vous. Que reste-t-il maintenant, dans leur souvenir, de cette visite du chef de l'État ?

temple d'Auguste, s'approche de moi un Algérien mal vêtu, maigre. Devant ma femme médusée, il m'embrasse, les larmes aux yeux. C'est Tharoui, ancien moniteur. Rentré en France avec la cohorte des harkis, il a opté pour notre pays. Évadé d'une étable où l'avaient enfermé ceux qui étaient chargés de l'épuration, il me raconte le massacre à coups de pierres de ses deux enfants, le viol, puis le meurtre de sa femme. Quelle tristesse ! En suis-je responsable ? Peut-être.

En 1970, au cours d'un exercice en France, je découvre à la taille d'un adjudant-chef un ceinturon Cemjiste (ceinture de bronze). Question, puis réponse : « Il appartenait à Ahmed Z..., qui s'est engagé dans ma karka après son temps de moniteur à la S.A.S. où j'étais et qui s'est fait tuer en embuscade tout près de moi... » **H**

M. LAPEYRONIE
Ancien Cadre des C.E.M.J.A.

Les stagiaires participent également à la vie politique de la République française. Ils défilent le jour de la remise des drapeaux aux divers représentants de la Communauté réunis à Paris par le chef de l'État.

HISTORIA

magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier

Directeur de la publication : **Maurice Dumoncel**
Directeur des périodiques : **Georges Mazoyer**

Directeur :	Dessinateur :
Yves Courrière	John Batchelor
Conseiller auprès	Fabrication :
de la Direction :	Roger Brimeur
Général Beaufre	Secrétaire de rédaction :
Rédacteur en chef :	Brigitte
Jean Fontugne	Le Pelley Fonteny
Adjoints :	Adjoint :
Jacques Kohlmann	Charles Meyer
Liliane Crété	Directeur de la promotion :
Chef service photo :	Jacques Jourquin
François Wittmann	Assistants :
Directeur des publications	Chantal de Pinsun
Historia :	Françoise Rose
Christian	Relations publiques :
Melchior-Bonnet	Claude Bénédick
Administration :	Abonnements :
Christian Clerc	Jean-Loup Pellé
Maquettiste :	Services des Ventes :
Edmond Frason	Georges Darmon

RÉDACTION-ADMINISTRATION :

Librairie Jules TALLANDIER

170 bis, bd du Montparnasse, 75680 PARIS Cedex 14.

Tél. 325-11-82. Télex 21311. Publio Réf. 581.

Prix de vente au numéro : France, 3,50 F. — Belgique, 35 FB.
Suisse, 3,50 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14*
Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris
2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de
Hennin. B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :

- 1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
- 2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF
- 3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
- 4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.
- 5° 16 numéros : 341 (97) à 371 (112).
45 FF - 450 FB - 45 FS - Autres pays : 45 FF.

RELIURES :

FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de
l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Île, 1070-BRUXELLES
CCP 416-69.

SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :

- 1° Les abonnements peuvent être pris à partir du
n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algè-
rie) ou du numéro en cours.
- 2° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure
recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures néces-
saires pour relier 48 numéros.
- 3° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en
août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
- 4° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et
bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
- 5° Pour toute correspondance relative à votre abon-
nement (changement d'adresse, réclamation, renouvelle-
ment), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier
envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
- 6° Toute demande de changement d'adresse doit être
accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE

Décembre 1961

FRANCE

- 6 : le conseil des ministres dissout l'O.A.S.
- Manifestations anti-O.A.S. à Paris et en province.
- 9 : assemblée générale de l'association des rapatriés
d'Afrique du Nord.
- Entretien de Gaulle-Adenauer.
- 11-12 : réunion à Paris des ministres des Affaires
étrangères des Quatre.
- 12 : mesure de grâce pour 2 500 musulmans.
- 19 : manifestation — interdite — contre l'O.A.S. et
pour la paix en Algérie organisée par la C.G.T., la
C.F.T.C. et l'U.N.E.F.
- 19-31 : mouvements de grève anti-O.A.S.
- 29 : message de fin d'année du général de Gaulle.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

- 4 : grève générale et manifestations européennes à
Constantine.
- 5 : publication au Caire de l'acte d'accusation
contre les fonctionnaires français en Égypte.
- 14 : Nazem Coudzi est élu président de la République
syrienne.
- Attentat contre un navire radio en rade d'Alger.
- 15 : Eichmann est condamné à mort par le tribunal
de Jérusalem.
- 19 : l'accès du territoire égyptien est interdit à
tout Français.
- 23 : nationalisation par l'Égypte de toutes les terres
appartenant à des étrangers et rupture de la fédéra-
tion avec le Yémen.
- 31 : échec d'une tentative de coup d'État au Liban.

AFRIQUE

- 5 : violents combats à Élisabethville entre Katangais
et forces de l'O.N.U.
- 8 : bombardement d'Élisabethville par les avions de
l'O.N.U.
- Appel de Tshombé aux peuples d'Afrique et d'Europe.
- 9 : le Tanganyika accède à l'indépendance et sera
admis à l'O.N.U. le 14.
- 20 : annonce du cessez-le-feu au Congo ex-belge.
- 20-21 : entretiens Adoula-Tshombé à Kitona.

AMÉRIQUE

- 14 : le président Kennedy accepte d'agir en médiateur
pour obtenir le cessez-le-feu au Katanga.
- 14-19 : débat sur l'Algérie à la commission politique
de l'O.N.U.
- 21-22 : entretiens Kennedy-Macmillan aux Bermudes.

ASIE

- 17-19 : attaque et prise de possession par les
forces de l'Inde des enclaves portugaises.
- 27-29 : réunion des trois princes laotiens à Vien-
tiane.

EUROPE

- 5 : conférence nucléaire à Genève.
- 7 : ouverture à Rome de négociations franco-
tunisiennes sur Bizerte.
- 18 : réunion à Bruxelles du conseil des ministres
des Six.
- 26 : l'U.R.S.S. et la Tchécoslovaquie livrent des
unités navales à l'Égypte.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



RÉCONCILIATION DE L'A.L.N. ET DU G.P.R.A.

Sommaire

● Les arbitres d'Aulnoy

Les différends se multiplient entre l'état-major de l'armée des frontières et le G.P.R.A. à la veille de conclure les accords avec le gouvernement français. Les « ministres d'État » prisonniers en France depuis 1956 vont recréer une unanimité provisoire.

● La cathédrale d'Alger

Tous les Algérois la connaissent, y sont souvent entrés. Aujourd'hui devenue mosquée, sa longue histoire mérite un dernier souvenir dans cette « Guerre d'Algérie ».

● Barrages et inscriptions

Janvier 1962 : jamais l'O.A.S. n'a été plus active, les attentats plus nombreux. Le nouveau préfet de police raconte comment il réagit en arrivant à Alger et ce que furent les opérations « Rembrandt » et « Croisière », qui permirent de rétablir un ordre relatif.

● Appelé comme les autres

Le « service militaire normal du temps de paix » a laissé un goût d'amertume chez nombre d'appelés : l'un d'eux raconte sa « vie quotidienne » peu avant que ne soit proclamé le cessez-le-feu en Algérie.

● Rocher-Noir

Immense cité administrative à cinquante kilomètres d'Alger, Rocher-Noir abritait la Délégation générale et ses services. Pourquoi cet isolement ?

Nos lecteurs écrivent...



Coll. Lahare

Miliana, centre estival des habitants du Chélif et d'Oran, perdue dans les jardins non loin des mines de fer du Grand Zaccar.

Comme tous les gens de ma génération, ayant « fait l'Algérie », puis y étant resté quelque temps comme civil avant l'indépendance, je suis un peu interloqué que plus de dix ans après la fin de cette guerre autant de gens puissent rester encore nostalgiques de l'« Algérie française » : c'est du moins ce qui ressort de la lecture de nombre de vos articles et de la correspondance.

De la part de pieds-noirs, je comprends tout à fait bien : l'Algérie était leur pays et il est normal qu'ils n'aient pas accepté leur départ. Mais de la part des militaires, cela me paraît relever d'un aveuglement que je ne peux pas comprendre.

Même s'ils n'ont pas cette tradition nationale qu'ils revendiquent en remontant à Abd el-Kader et même plus haut, il est évident que les Algériens

sont tributaires d'un passé, d'une culture, d'une manière de vivre qui font qu'ils ne sont pas des Français : ce n'est pas là un jugement de valeur, mais une simple constatation de fait. Des officiers S.A.S. ou autres ont pu être d'un dévouement incroyable, faire un excellent travail, faire aimer la France..., ce n'est pas pour autant qu'ils rendaient l'« intégration » possible : ►

La vérité des deux côtés...

leur sincérité ou leur dévouement ne peut pas suppléer une analyse politique erronée.

De même, s'il est vrai qu'en 1960 l'armée avait la situation en main, cela ne prouve pas pour autant, comme semble le croire le général Jacquin, que la France avait alors les moyens de réaliser la politique d'intégration : cela prouve simplement que l'armée était plus forte que le F.L.N.

Depuis des années je vis, en France, dans ces bas quartiers où les populations française et immigrée — algérienne en particulier — vivent l'une à côté de l'autre; je constate que le racisme ne cesse de croître et que la fusion entre ces deux populations ne se réalise pas du tout. On peut déplorer le fait; il n'en témoigne pas moins de l'existence d'une différence infiniment plus irréductible que ne le disent les partisans, ou plutôt les nostalgiques de l'« Algérie française ». Avec le recul du temps, on a de la peine à croire que d'anciens militaires ne se rendent pas compte que l'« action psychologique », si elle a eu des résultats immédiats faciles (elle avait aussi des moyens matériels!) ne pouvait avoir aucune efficacité pour réduire cette différence.

M.F.D..., 94600 Choisy-le-Roi

★

Fidèle et assidu lecteur de votre magazine dont j'admire les très beaux clichés sur mon cher pays et dont j'apprécie grand nombre d'articles, je me permets aujourd'hui de vous demander de bien vouloir insérer cette réponse à l'article de M. Bitterlin, paru dans votre magazine n° 90, et ce, dans la rubrique « Nos lecteurs écrivent ».

En effet, jusqu'à présent, j'ai pu admettre une certaine objectivité dans les articles parus.

Pied-noir de naissance et de toujours, j'ai combattu pour essayer de conserver l'Algérie à la France, ce qui me paraissait normal, c'est pour cette raison



Coll. Lahaie

que je pense être qualifié pour répondre à M. Bitterlin.

Je sais que l'on m'objectera que toutes les tendances doivent pouvoir s'exprimer librement, aussi à mon tour permettez-moi de m'exprimer tout aussi franchement.

Je n'admet pas l'article de ce monsieur, ni dans la forme ni dans le fond.

Comme je l'ai déjà dit, aujourd'hui, avec le recul du temps, j'éprouve un certain respect pour tous ceux qui ont combattu, ceux qui sont morts dans nos rangs, les militaires de toute origine et de toute confession et même nos adversaires qui, eux, défendaient une cause qui leur semblait noble. Aussi, je n'accepte pas les explications de M. Bitterlin et je lui reproche non pas le fait d'avoir été gaulliste de la première heure, mais les moyens employés pour nous chasser de notre pays.

En effet, ce monsieur, qui n'a jamais connu l'Algérie puisqu'il a débarqué sur notre sol en janvier 1960, ne peut se

Le grand hôtel de Miliana, petite ville provinciale française, comme bien d'autres en Algérie, avec (à droite) ses remparts dominant la plaine du Chélif, région prospère d'Algérie.

permettre de juger et d'épiloguer sur notre pays.

Je ne discuterai pas ici le fait politique de son avènement et notamment sa conclusion où il est dit que le gaullisme est synonyme de liberté et qu'au 13 mai 1958 une extrême droite assez virulente s'était révélée.

Il est vrai que M. Bitterlin n'était pas en Algérie le 13 mai 1958 pour voir toute une population franco-musulmane réunie dans un même élan de fraternité. Il n'était pas question alors d'« extrême », mais uniquement d'une population réunie autour d'un même drapeau, bleu, blanc, rouge.

Il est curieux de constater que jamais en Algérie nous n'avons vu flotter d'autre drapeau que celui de la France. Les défilés et manifestations

patriotiques se sont toujours déroulés, précédés de drapeaux français et non de drapeaux rouges et autres. Il a fallu le désespoir pour que surgissent les drapeaux noir et blanc de l'O.A.S., en opposition aux drapeaux vert et blanc du F.L.N.

M. Bitterlin nous offre une rétrospective des actions du général de Gaulle en Algérie, et nous parle des actes de terrorisme, d'opérations de rattachage, d'interrogatoires poussés, d'exécutions sommaires qui donnaient mauvaise conscience à ceux qui avaient lutté dans la Résistance française.

M. Bitterlin, naturellement, ne nous parle pas des nombreux et sanglants méfaits commis par le F.L.N.

Il n'est pas question ici de critiquer, loin de là, l'œuvre de la Résistance française contre l'occupant, mais je me permets de faire remarquer à M. Bit-

terlin que je ne me suis jamais considéré, pas plus que mes compatriotes, comme un occupant, mais comme un résistant à ceux qui voulaient nous chasser de notre sol et à ceux qui les aidaient dans ce sens.

Je crois pouvoir me permettre de dire que le M.P.C. était considéré par nous comme un traître à la solde de l'ennemi, en exagérant les termes.

Je reviens sur le mot « fasciste » employé par M. Bitterlin dans son article, pour lui faire remarquer que les forces de l'Algérie française étaient composées d'individus de toute opinion, d'abord les « purs », qui ne connaissaient absolument rien à la politique mais qui défendaient leur territoire, et ensuite tous les autres, de toute tendance, même des communistes.

N'appelait-on pas Perrégaux, le petit Moscou ? Combien de Perrégaulois sont morts

pour la France et l'Algérie française!...

Pour conclure, je n'admets pas la virulence et le sectarisme de M. Bitterlin, et, à mon tour, je me permettrai de préciser certaines vérités.

Le sigle du M.P.C. a « fleuri » sur pas mal de murs en Algérie et certains de ses membres ont participé activement et directement à des actions contre les Français d'Algérie.

Je citerai comme exemple une affaire qui s'est déroulée à Bougie, où un attentat par grenade avait été commis dans le magasin d'un photographe de la rue Biziot (une petite fille grièvement blessée et son père, militaire de carrière en retraite, tué au moment où il rejetait la grenade à l'extérieur).

La cuillère de la grenade ayant été récupérée sur les lieux de l'attentat par les forces de l'ordre, l'enquête a démontré

Coll. Laharo



Précisions pour l'Histoire...

► que la grenade provenait d'un lot dérobé dans une caserne de la ville par des militaires français en activité.

Un adjudant en activité à l'époque et trois militaires appelés ont été arrêtés dans cette affaire et transférés immédiatement en métropole. Ces quatre militaires étaient membres du mouvement M.P.C.

M.F.G..., 34000 Montpellier

★

Dans le n° 53, j'ai eu l'agréable surprise de voir le poste de Karicha où j'ai passé seize mois.

Aucune anecdote n'accompagne cette jolie photo d'Agoutin. Ce poste fut construit par nous-mêmes, dans une zone qui était à l'origine infestée de fellaghas, puisque située



Coll. Lahaie

en pleine brousse, quasiment au pied de l'Ouarsenis. La zone fut nettoyée par le 1^{er} R.E.P. en juillet 1959, afin

La cour intérieure de la mosquée de sidi Ahmed Ben Youssef. La « Reine du Zaccar » avait aussi (à droite) sa place Carnot ou de l'Horloge, dont le minaret était souvent couvert de lierre.

que nous puissions implanter un poste avancé dans le djebel. Il fut baptisé du nom du sous-lieutenant Gilotte; en souvenir de ce jeune officier tué sur les pentes du Saadia, lors d'un accrochage avec une katiba rebelle; en outre, plusieurs blessés furent à dénombrer dans nos rangs.

Notre appartenance au 25^e régiment de dragons nous plaça donc au quartier opérationnel de Karicha (Q.O.K.). De ce poste, le génie travaillait, sous notre protection, au tracé et à la réalisation de pistes qui

TÉMOIGNAGE

FRANTZ FANON Des Antilles à l'Algérie

12 décembre 1961. En territoire algérien, à proximité du village tunisien de Ghardimaou, six *djounoud* de l'A.L.N. portent sur leurs épaules le cercueil de Frantz Fanon recouvert d'un drapeau vert et blanc frappé de l'étoile et du croissant rouges. Les membres du G.P.R.A., ceux de l'A.L.N. (colonel Boumediène en tête), forment le cortège. Sur le lieu même d'un ancien accrochage, au pied d'une fosse fraîchement creusée, deux sections de l'A.L.N. rendent les honneurs et un commandant prononce en arabe « le dernier adieu au frère Frantz Fanon ».

Reposer en terre algérienne était le vœu ultime de ce Martiniquais né à Fort-de-France trente-six ans plus tôt. Ce 12 décembre, il était réalisé.

Fils d'un inspecteur des douanes et d'une mère gérante d'un petit commerce, il faisait partie de ce qu'on appelait la nouvelle bourgeoisie de couleur. C'est dire que rien, apparemment, ne prédisposait Frantz

Fanon à devenir le militant et le théoricien révolutionnaire qu'il fut, écouté, entendu et admiré en Afrique, en Asie et même aux U.S.A. chez les Black Panthers.

Si ce n'est pas dans son entourage familial qu'il puisa sa « nourriture » philosophique et politique, sa rencontre avec le normalien Aimé Césaire marqua sans aucun doute la première étape d'un itinéraire surprenant.

Le jeune Fanon reçut un véritable choc quand il entendit cet homme noir affirmer : « Qu'il est bon et beau d'être un nègre ! » A l'époque, pour nombre de ses étudiants, Césaire était un fou. Son *Cahier d'un retour au pays natal* contenait des « inepties » du même genre. Mais pour Frantz Fanon, ce fut une révélation. Il ne devait jamais se séparer de ce petit livre.

A dix-huit ans, sa grande aventure commence. Il quitte clandestinement Fort-de-France pour rejoindre la France libre dans l'île britannique de la Dominique. Secrètement et brièvement de retour à la Martinique, il fonde un bataillon de volontaires antinazis : le bataillon antillais n° 5. Après avoir été

transféré à Casablanca, il effectue des missions officielles en Algérie (Bougie et Constantine); c'est le premier contact avec sa future patrie d'adoption avant de participer, avec le grade de caporal-chef, à la campagne de France au sein de la 1^{re} armée française commandée par de Lattre de Tassigny. La guerre finie, il est décoré.

Il obtient son baccalauréat, puis, doté d'une bourse, il entreprend à Lyon des études de psychiatrie. C'est un étudiant sérieux que l'on voit peu dans les cafés aux abords de la faculté. Il fréquente plus volontiers les quartiers populaires de Lyon où il observe la vie des travailleurs de couleur, ses frères. Au mois de mai 1951, la revue catholique *Esprit* publie sa première étude : *L'Expérience vécue du Noir*. Il effectue son internat à l'hôpital de Saint-Alban, en Lozère. En 1952, il publie aux Éditions du Seuil son premier livre dont le titre témoigne de sa fidélité aux idées de son professeur de Fort-de-France : *Peau noire, masques blancs* (préfacé par Francis Jeanson). Puis ce sont les travailleurs



Coll. Lahaie

nous permettaient d'avancer plus profondément dans le fief rebelle.

Bon nombre d'opérations héli-

portées nous firent connaître plus sérieusement le relief et la chaleur.

M.J.B..., 59460 Jeumont

Je dois relever, avec beaucoup de retard, une erreur commise dans la récapitulation des unités de tirailleurs algériens ayant servi en A.F.N.

Ayant effectué mes « classes » au 3^e B.T.A./3^e R.T.A. en Corse du 1^{er} janvier à début mai 1957, je fus muté au 15^e B.T.A./3^e R.T.A. à Mende (Lozère), puis, le 7 juillet, je débarquai à Bône, où nous passâmes un mois d'accoutumance au pays avec la 1^{re} compagnie du 15^e B.T.A.

Le 6 août, nous avons fait mouvement sur Sétif, P.C. régiment 3^e R.T.A. à Sétif; P.C. B.T.A. à Pascal.

Donc, à ma connaissance, le 15^e et le 11^e B.T.A./3^e R.T.A. ont effectué de multiples opérations avec des pertes sérieuses en Algérie du 7 juillet 1957 au 6 mai 1959.

M.J.V..., 11160 Rieux-Minervois

algériens de la banlieue lyonnaise qui lui inspirent une étude : *Syndrome nord-africain*. Il est alors nommé à l'hôpital Sainte-Anne à Paris, mais, sur sa demande, on l'affecte en qualité de médecin chef à l'hôpital de Blida. Pendant près de trois ans, il s'évertue à comprendre et à soigner. Il découvre que « la folie est un des moyens qu'a l'homme de perdre sa liberté » et que, placé à cette intersection, il a « mesuré avec effroi l'ampleur de l'aliénation des habitants de ce pays ».

Il adresse, en 1956, sa lettre de démission à Robert Lacoste. Dans ses motivations, il précise : « Si la psychiatrie est la technique médicale qui se propose de permettre à l'homme de ne plus être étranger à son environnement, je me dois d'affirmer que l'Arabe, aliéné permanent dans son pays, vit dans un état de dépersonnalisation absolue. » Il conclut : « Ma décision est de ne pas assurer une responsabilité coûte que coûte, sous le fallacieux prétexte qu'il n'y a rien d'autre à faire. »

Il rejoint la direction du F.L.N. à Tunis et, outre son tra-

vail médical, se consacre à la rédaction des journaux du Front : *Résistance algérienne* puis *El-Moudjahid*. En 1958, il est membre de la délégation algérienne à Accra pour la conférence des pays africains. En territoire marocain, le long de la frontière algérienne, il organise les services médicaux tant pour les réfugiés que pour l'A.L.N. Il participe également à la formation politique des cadres de l'armée des frontières.

Grièvement blessé dans un accident d'automobile, il est transporté par avion à Rome, muni d'un faux passeport. Tandis qu'on l'emmène sur un brancard de l'avion à l'ambulance, une bombe explose. Elle visait Fanon mais ce sont deux enfants qui sont mortellement atteints. Qu'à cela ne tienne, le commando de « la Main-Rouge », chargé de le liquider ne se décourage pas : il tente, sans succès, quelques jours plus tard, de l'abattre dans sa chambre de clinique.

De retour à Tunis, il est nommé ambassadeur du G.P.R.A. au Ghana. Il fait paraître son second livre, *L'An V de la révolution algérienne*, qui le fait

connaître des intellectuels français.

Infatigable, il parcourt toutes les capitales africaines. Fait la connaissance de Lumumba au Congo, de Moumié au Cameroun, de Roberto Holden en Angola, de Modibo Keita au Mali, etc.

Il entreprend d'écrire son troisième livre, le plus beau mais qui sera le dernier : *les Damnés de la terre*. Mais déjà la leucémie a entamé son œuvre. Le G.P.R.A. vient de le nommer ambassadeur à Cuba, mais c'est à Moscou qu'il se rendra afin de suivre un traitement nouveau contre le cancer du sang. En vain. Sur le chemin du retour à Tunis, il rencontre Jean-Paul Sartre à Rome. Il le prie de préfacier le livre qu'il écrit ou qu'il dicte à sa femme, ce que Sartre accepte volontiers.

Son état empire. Il se résout à se rendre aux États-Unis. Le traitement américain n'est pas plus efficace que le traitement soviétique. Il parvient à terminer son livre et il meurt à la clinique de Bethesda, près de Washington, le 6 décembre 1961.

F. R...

Opinions...

► Le Courrier des lecteurs, d'« Historia Magazine » la *Guerre d'Algérie* laisse souvent apparaître le souci qu'ont d'anciens « appelés » de voir relater avec exactitude les faits d'armes des unités dans lesquelles ils ont servi. Ce souci exprime une légitime fierté et il est indéniable que les « appelés » ont rempli leur devoir, les armes à la main.

Mais le rôle du « contingent » n'a pas été déterminant que pour le seul aspect militaire de l'affaire algérienne, il a été aussi une force de paix, et ce serait justice de le mettre aussi en exergue, même si certains esprits nostalgiques de l'« Algérie française » sévissent encore en argumentant que la tradition de la « quille » alimentait la psychose de l'abandon.

Il serait donc de la meilleure objectivité d'inclure dans l'évolution finale algérienne l'influence pacifique prépondérante sur les événements de tous les « appelés » que nous étions, car de plus en plus conscients de l'irréversibilité du drame. On peut considérer que la guerre d'Algérie, comme toute guerre, a facilité l'éveil politique de toute une génération et que cette prise de conscience a pesé non seulement sur le destin de l'Algérie, mais aussi sur celui de la France.

Si le régime de la République a pu survivre, si la France n'a pas basculé dans le fascisme, c'est parce que le « contingent » n'a pas obéi aux officiers factieux, c'est parce que les « appelés » ont eu, face au « putsch » d'avril 1961, la plus élémentaire et normale réaction : celle du citoyen.

Il y a probablement là matière à réflexion au moment où l'on parle de réforme du service militaire et même de sa suppression au profit d'une armée de métier. Que serait devenue la France au travers du drame algérien si l'armée française n'avait été faite que de « prétoriens » ?

Je veux vous féliciter pour la synthèse historique d'« Historia Magazine » *Guerre d'Al-*



Coll. Lahaye

gérie et j'apprécie particulièrement l'intérêt des différentes opinions exprimées. En revanche, je déplore certains articles faisant usage de jargon, de sigles, d'abréviations militaires qui sont hermétiques à beaucoup de lecteurs et dont la volonté de vérité et de réalisme nuit finalement à la qualité littéraire de votre publication.

Si la diversité des témoignages est nécessaire à la juste appréciation des faits, je demeure persuadé que la bonne expression en favorise la compréhension approfondie. Notre langue française n'est-elle pas le meilleur héritage légué à l'Algérie ?

M.R.J..., 87000 Limoges

★

En lisant dans « Les lecteurs écrivent » n° 325 l'exposé du cas de M.C.H.P... 08230, je serais tentée d'intituler l'article « Un homme se penche sur son passé ». Il est bon, en effet, de parler des conditions sociales des appelés ou rappelés de gré ou de force (selon son expression); après la guerre, fatalement déception il y a ! Mais elle n'est pas uniquement réservée aux métropolitains, que je sache !... Permettez-moi

de vous citer un cas qui me touche de bien près.

Je suis une descendante des familles de pionniers qui ont contribué à la création de ce pays d'Algérie, terre qu'on disait française. J'ai un frère qui, à dix-huit ans, était employé à la Banque marseillaise. A vingt ans, il partait accomplir son service militaire en Tunisie au 4^e zouaves; dix-huit mois plus tard, libéré de ses obligations militaires, il réintégra son foyer et sa place à la banque. Quatre mois après, il était rappelé sous les drapeaux, à la suite des troubles survenus en Tunisie. C'est ainsi qu'en 1939, lors de la déclaration de guerre entre l'Italie, l'Allemagne, la France, il se trouva en première ligne sur le champ de bataille. Sans amertume au cœur, il fit face à son devoir de Français, tant et si bien qu'il fut fait prisonnier par les Allemands et, jusqu'à la fin de la guerre, nous restâmes sans nouvelles. A son retour de déportation, lorsqu'il se présenta à la banque, sa place était prise, on ne pouvait l'attendre durant sept ans ! Il lui fallut du temps pour retrouver son équilibre et un emploi.

Puis la rébellion algérienne

La mairie (à gauche) et les portes du Zaccar, donnant sur la rue Saint-Paul.

éclata en 1955. A nouveau rappelé par l'armée, il laissa encore une fois sa mère, un peu plus meurtrie, à la merci des musulmans dont elle était entourée. Cette situation dura jusqu'en 1962, date à laquelle il fallut choisir entre la valise ou le cercueil, c'est ainsi qu'ils firent route vers cette métropole si hostile aux réfugiés...

Là, la lutte fut plus âpre, plus amère. Sans cette âme de pionniers qui nous animait, jamais nous ne serions parvenus à reconstruire dignement un foyer et nous faire une place dans la société. Pourtant, notre tribut à la France était largement payé par des actes de patriotisme!... En 1914, mes trois oncles furent volontaires pour défendre cette terre que vous nous chicanez et pour laquelle ils ont donné leur vie. En 1939, mes frères, mon mari, mes neveux étaient présents pour défendre la mère patrie à la bataille de Cassino. L'un d'eux fut tué, il n'avait que 24 ans!... A cette époque aussi il y eut des morts, des infirmes à vie! Cela faisait partie de la guerre, où l'Algérie n'avait rien à voir! Et pourtant... nos valeureux guerriers s'en sont allés, en toute connaissance de cause, offrant leur vie à leurs frères menacés par l'ennemi...



Coll. Lahaie

Qu'avons-nous eu en échange en 1955? Des manifestations pour empêcher des contingents de faire route vers l'Algérie! A croire qu'ils avaient peur d'une poignée d'égorgeurs de femmes et d'enfants! Dommage que l'on ne puisse pas décrire des événements avant qu'ils aient eu lieu! Mais je ne vois pas comment, même avertis, il n'y aurait pas eu de morts! Faire une omelette sans casser d'œufs me paraît impossible... Notez que l'armée française n'a pas été vaincue en Algérie, bien au contraire... Ce que je

voudrais que l'on sache! Seule la volonté d'un homme ayant réglé le sort de ce pays en 1945 nous fit perdre, en 1962, notre patrie.

Autrefois, lorsque j'étais en Algérie, j'étais fier d'être française, mais depuis que je suis en métropole, je suis doublement fier d'être pied-noir.

Mme A.B..., 83400 Hyères

★

Que dire de votre revue que vous ne sachiez déjà? Elle est tout simplement magnifique et chaque fois plus belle et plus objective.

Et dire qu'il a fallu près de treize ans pour connaître vraiment la vérité! Pour quoi nous battions-nous? Finalement, pour rien. L'ère du colonialisme était révolue.

Qu'a coûté aux familles l'un des leurs appelés? Et que de tourments pour lui? Je laisse juger.

Je comprends mieux maintenant les pieds-noirs et les plains, quoiqu'ils n'aient pas toujours été très gentils avec nous.

M.M.P..., 02700 Tergnier
(à suivre)

BON DE SOUSCRIPTION

Numéro spécial : Index

« Historia Magazine »-Guerre d'Algérie

(80 pages format 22 x 30, livrable janvier 1974)

Envoyez ce bon accompagné de la somme de 5 francs à Librairie Tallandier (Service abonnements) « Historia Magazine »-Guerre d'Algérie, 61, rue de la Tombe-Issoire, Paris-14^e.

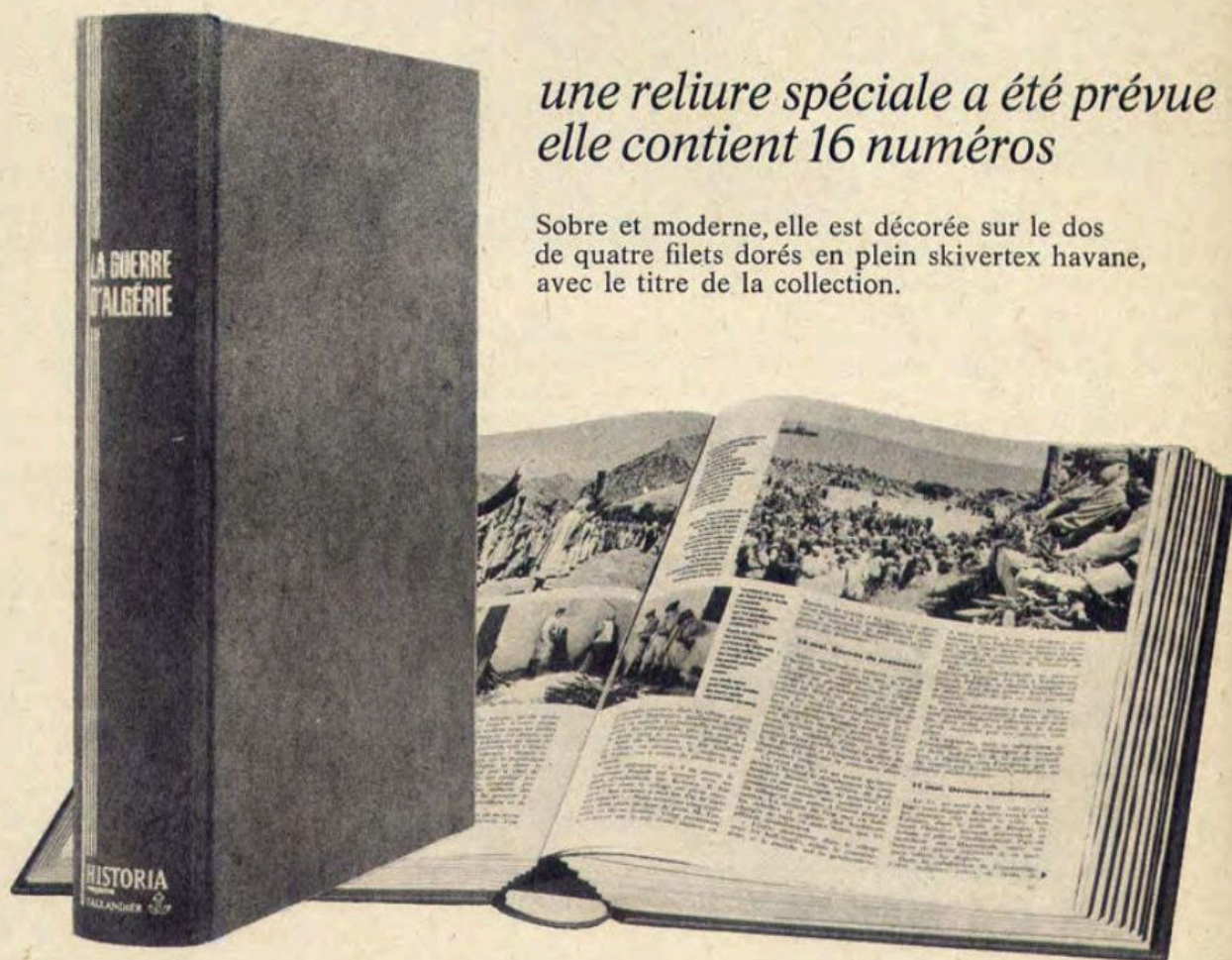
M.
Rue
Ville Dépt

*reliez vous-même les numéros
de votre collection*

LA GUERRE D'ALGERIE

*une reliure spéciale a été prévue
elle contient 16 numéros*

Sobre et moderne, elle est décorée sur le dos
de quatre filets dorés en plein skivertex havane,
avec le titre de la collection.



Vous pouvez vous les procurer en France chez votre dépositaire, ou à nos bureaux, 18 F franco, en écrivant à la Librairie Jules Tallandier/Historia Magazine "La Guerre d'Algérie", 61, rue de la Tombe-Issoire, Paris 14^e (dans ce cas, n'oubliez pas de joindre à votre commande votre titre de paiement : mandat, chèque bancaire ou virement postal au CCP 2778 70).

En Belgique :

au prix de 195 FB chez tous les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite Ile, 1070 BRUXELLES - CCP Bruxelles 416-69.

En Suisse :

au prix de 18 FS chez tous les dépositaires.